

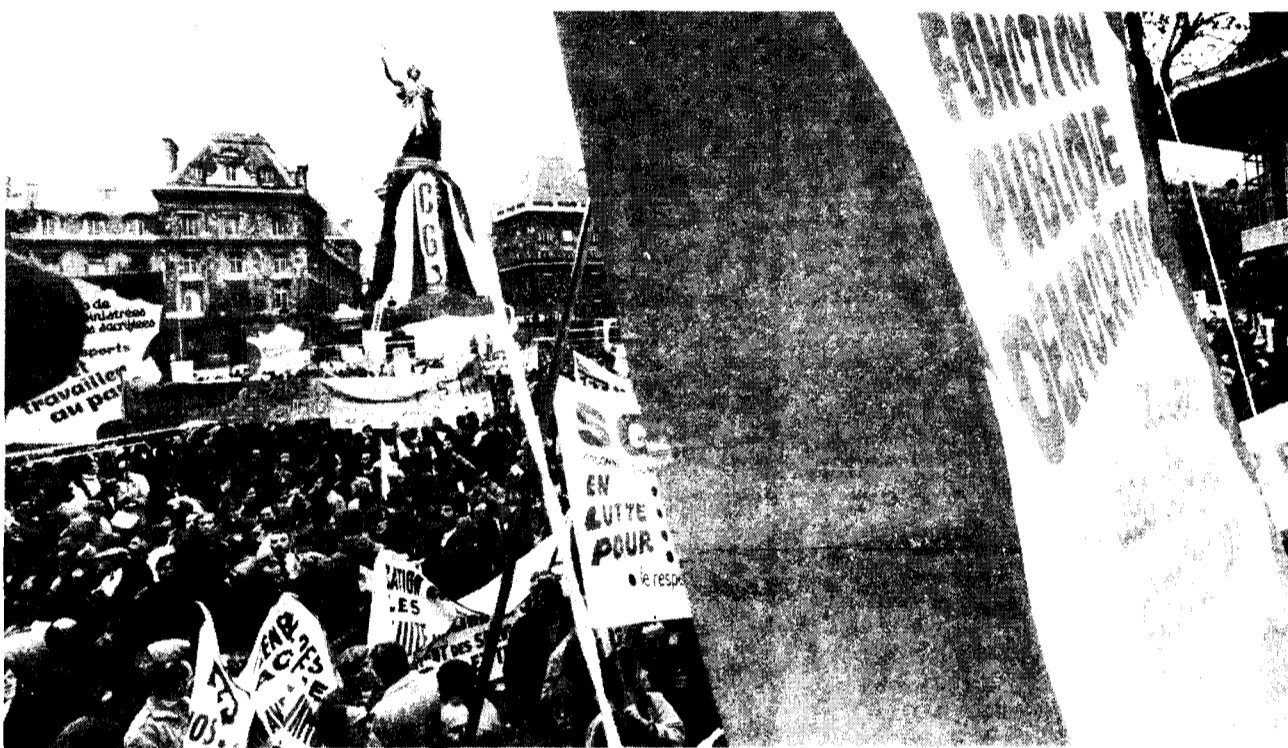
Promesses électorales et austérité anti-ouvrière

Le tandem Giscard-Barre doit être inquiet ces derniers temps. Ils ont été incapables de réaliser pleinement le programme qu'ils s'étaient fixé : rétablir et améliorer si possible la compétitivité du capitalisme français face à ses concurrents internationaux. Pourtant, avec sa "politique musclée" Barre a tout fait pour. Mais même au moment où l'Europe glisse dans la dépression économique — conjoncture "favorable" pour ce genre d'opération — les différents plans d'austérité n'ont pas réussi à lui donner totalement les moyens de sa politique : expulsion massive des travailleurs étrangers, arrêt de l'immigration, réduction dramatique des salaires ouvriers. Pourtant la classe ouvrière supporte mal le poids du chômage et son niveau de vie s'est vu attaqué lentement depuis 1974 avec une inflation de plus de 10 % annuelle aggravée par les dernières mesures de Barre. Derrière les discours de la campagne présidentielle, une des questions posées sera : quelle réponse la classe ouvrière va-t-elle donner aux attaques du gouvernement et de la bourgeoisie ?

Comme d'habitude en période électorale, nous sommes inondés de promesses électorales vides étalées avec emphase à longueur de pages dans des *Ici et maintenant* et autres *Espoir au présent*. Au lieu de répondre aux besoins objectifs de la classe ouvrière en dirigeant la lutte contre le gouvernement et la bourgeoisie, Mitterrand et Marchais, à coup de slogans creux, cherchent à maintenir les ouvriers dans l'illusion que la solution à leurs problèmes réside dans les urnes.

Mais cette fois-ci, il y a quelque chose de différent. L'union de la gauche n'existe plus. Les bourgeoisies impérialistes, derrière les américains, ont réactivé une campagne de guerre froide contre l'Union soviétique. Chez elle, la bourgeoisie française essaie de repousser le PCF dans le ghetto. En face d'une telle situation, Georges Marchais et les bureaucrates du PCF ont "fait travailler leur tête" et sont tombés sur une surprenante découverte : les fronts populaires ont toujours conduit à la victoire de la bourgeoisie et à la défaite de la classe ouvrière ! Une "découverte" que Lénine et Trotsky comprenaient parfaitement — et c'est bien pour ça qu'ils n'ont pas soutenu le gouvernement Kerensky en 1917. Pour ses raisons bureaucratiques propres, le PCF a momentanément "tourné" à gauche, dénonçant le collaborationnisme de classe flagrant du PS, attaquant l'OTAN et défendant l'intervention soviétique en Afghanistan. Pour le moment au moins, la candidature Marchais n'est pas liée formellement à un secteur de la bourgeoisie, par contre de son côté le PS s'efforce de constituer un nouveau front populaire. C'est pourquoi la Ligue trotskyste de France a dit que si Marchais maintenait son cours actuel jusqu'aux élections, elle appellerait à voter PCF et pas PS (voir *Le Bolchévik* n° 20). Dans le même temps, nous mettons les ouvriers en garde : le PCF n'a pas abandonné sa stratégie de maintien de l'ordre bourgeois et son "indépendance de classe" pourrait bien être abandonnée aussi vite qu'elle a été redécouverte.

Marchais multiplie les assurances que le "parti de la classe ouvrière" sera en fait aux côtés des ouvriers dans leurs luttes. Voilà qui en dit long sur un parti qui prétend représenter la classe ouvrière et qui se sent obligé de réaffirmer son soutien aux ouvriers. Bien sûr les stalinien ont beaucoup parlé d'un "automne chaud" qui s'est révélé n'être que du vent : les actions "militantes" de Marchais et Ségué ne sont qu'une tactique pour consolider leur base ouvrière et stabiliser les voix du PCF aux prochaines élections.



14 novembre, manifestation organisée par la CGT derrière le drapeau des Versaillais

JOEL LUMIEN

Quand même, on est loin de 1974 quand Ségué déclarait : "il est de l'intérêt des travailleurs que les élections présidentielles se déroulent dans la sérénité" (*L'Humanité*, 4 avril 1974). Les ouvriers qui ont vu les grandes grèves de Renault, des PTT ou des banques brisées au nom de l'union de la gauche, des alliés à ne pas effrayer, du "rapprochement avec les travailleurs, les démocrates, les patriotes gaullistes" (21e congrès du PCF), par ceux-là même qui maintenant expliquent que, tout compte fait, l'union de la gauche signifie la défaite des travailleurs, ont plus que le droit de demander des comptes à la direction du PCF !

Quand le PC « développe » les luttes

Marchais déclarait récemment : "les luttes des travailleurs c'est bien, c'est même très bien, il faut les développer". Comment le PCF et la CGT ont-ils "développé" les luttes ? Qu'ont fait les stalinien quand Certano, dirigeant de la CGT, était licencié à Renault-Billancourt — une attaque majeure contre le syndicat ? Ils ont organisé un rassemblement, et Ségué est même venu honorer les ouvriers de sa présence, mais il n'y a pas eu de véritable grève, aucune action efficace pour défendre la nécessité la plus essentielle de la classe ouvrière : ses propres organisations. Et Certano reste Gros-Jean comme devant : viré ! Quand le PCF refuse de défendre ses propres militants,

pourquoi agirait-il différemment dans d'autres luttes ? Justement il ne le fait pas.

Plus récemment, les mineurs des Houillères de Lorraine sont entrés en lutte. L'extension aux bassins du Nord-Pas-de-Calais et du Centre-Midi était une condition nécessaire pour vaincre. Mais après avoir envisagé une consultation des travailleurs sur l'extension, la direction de la CGT (majoritaire dans ces bassins) n'a rien organisé en fin de compte. Ayant laissé les grévistes sans perspectives, les directions syndicales — dans l'unité dont rêvent tant l'OCI et la LCR — ont pu appeler à la reprise du travail après deux semaines de grève combative.

L'été dernier, il y avait les marins-pêcheurs : le PCF appelait à tenir bon et dénonçait la CFDT et son "recentrage". A quoi a abouti la politique de la CGT ? Attendre, ne rien faire jusqu'à ce que la grève soit perdue. Et ensuite on a eu Manufrance où le PCF a héroïquement lutté... pour trouver un banquier suisse qui en voulait bien. Et bien sûr il y a toujours la lutte dans la sidérurgie pour amener le gouvernement à un plan plus raisonnable qui permettrait de faire accepter à la classe ouvrière les licenciements massifs.

Mais peut-être que la lutte est dans la rue ! Une série de journées d'actions, de marches, de montées sur Paris après lesquelles on se disperse et rentre

Suite page 9



PCF et immigrés:

Flagrant délit de chauvinisme ... p.6

Presse et programme trotskyste

Avec ce numéro, *Le Bolchévick* devient mensuel (9 numéros par an dont un pour les mois d'été et un pour novembre/décembre). En tant que groupe de propagande marxiste de combat, cet engagement est une réaffirmation de notre but : regrouper (afin de former le noyau du parti révolutionnaire) les cadres expérimentés les plus déterminés à oeuvrer à la victoire de la classe ouvrière et à l'instauration d'une société communiste sans classes.

Quand la poignée de cadres, qui avait rejoint la tendance spartaciste internationale, a lancé début 76 le journal de la Ligue trotskyste de France, ils ont choisi pour nom *Le Bolchévick*, débutant ainsi par une déclaration contre l'opportunisme déguisé en trotskysme de la LCR, de l'OCI et de LO. Le premier numéro du *Bolchévick* sortit en plein milieu de l'affaire des comités de soldats. Son titre "A bas l'armée bourgeoise !" défiait l'hystérie répressive de l'Etat bourgeois qui frappait y compris des sections syndicales. Nous affirmons que notre programme est le trotskysme véritable — ce marxisme de notre époque — et nous proclamons bien fort notre volonté d'arracher leur masque d'imposture aux Krivine, Lambert et autres révisionnistes. Notre en-tête était aussi une déclaration du but du trotskysme en France : gagner les masses ouvrières du PCF au programme révolutionnaire et remettre les traditions du parti bolchévique (le parti de Lénine et Trotsky) à leur véritable place, pas place du colonel Fabien mais dans les luttes d'un prolétariat conscient de ses intérêts de classe et dirigé par le parti trotskyste. Lors d'une manifestation au printemps dernier, un militant du PCF ouvrant de grands yeux à la vue de notre en-tête s'exclama : "Le *Bolchévick*? Je croyais que tous les trotskystes étaient des menchéviks !"; et il acheta le journal. Nous sommes fiers et heureux d'avoir aussi clairement exprimé nos intentions.

Rouge et Informations Ouvrières: tout sauf trotskystes

Que notre presse diffère de celle du reste de l'"extrême gauche" est évident rien qu'en jetant un oeil aux deux principaux journaux prétendument trotskystes, *Rouge* et *Informations Ouvrières*, entre autres dans la période où *Le Bolchévick* commença sa parution.

1976 était l'année du (défunt) quotidien de la LCR. Paru juste après Mai 68, *Rouge* ("journal d'action communiste") se désignait, rien que par son nom, comme le porte-parole ni d'une organisation ni d'un programme, mais d'une "attitude", commune à une masse politiquement indéterminée de gens radicalisés par Mai 68 et que la LCR baptisa "avant-garde large". Loin de combattre les illusions et préjugés de ses lecteurs, *Rouge* s'en est voulu l'expression; d'où son incroyable cacophonie. En rendant 8 ans plus tard son journal quotidien, la LCR ne fit que se donner les moyens d'exprimer avec plus d'ampleur sa confusion centriste. Le quotidien *Rouge* ne se définissait surtout pas comme l'instrument d'une organisation mais comme *Le Monde* de l'"extrême gauche":

"(...) nous voulons que les lecteurs qui n'auraient, pour des raisons de temps et de fric, la possibilité de lire qu'un seul quotidien par jour (et ce sera la majorité) trouvent dans *Rouge* quotidien l'essentiel de l'information dont ils ont besoin."

— *Rouge* n° 5, 27 février 1976

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thibault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
REALISATION: Dominique Rouvier.
DIFFUSION: Judith Mauger.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Publication mensuelle - 9 numéros par an (dont un numéro pour juin/juillet/août et un numéro pour novembre/décembre).
Pour toute correspondance:

- Paris: Le Bolchévick - B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
(Téléphone: 208.01.49)

- Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

Imprimerie: Minographie, 10 rue Juillet, 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Gagner des lecteurs devint un prétexte pour camoufler encore plus (à supposer que cela fût possible!) son programme:

"Il faut un lieu de rencontre avec tous ceux qui viennent à la révolution et au socialisme et qui attendent de nous infiniment plus qu'un catalogue de mots d'ordre et de slogans, si justes soient-ils."
— *Rouge* n° 1, 15 mars 1976

Dans la LCR un débat animé eut lieu sur le format, étant donné qu'avec de grandes pages, comme celles de *L'Humanité*, on risque en les tournant d'effrayer son voisin avec son coude dans le métro quand il est bondé. Mais on ne peut parler du quotidien *Rouge* sans mentionner son incroyable amateurisme, dates fausses ou absentes, pages imprimées avec des caractères typographiques inversés, etc. Comment des

trième Internationale ayant été détruite par les pablistes depuis le début des années 50; elle reste à reforger). Le PCI subit la répression bourgeoise du fait de son activité contre la guerre d'Algérie; après le coup d'Etat gaulliste, *La Vérité* se transforma en revue théorique. La couverture ne portait plus en tête que la caractérisation "mensuel trotskyste" sans indication de l'organisation, par ailleurs mentionnée nommément nulle part dans le journal. Par ailleurs, Lambert renonçait explicitement à la conception de la presse en tant qu'organe du parti: "Le réarmement politique de l'avant-garde est enfin inconcevable sans de larges débats entre tous les militants ouvriers (...): les colonnes de 'La Vérité' leur sont ouvertes sans réserve" (*La Vérité* n° 513, 15 novembre 1958).

En 1959 apparut *Informations Ouvrières* sous forme de quatre feuillets ronéotypés, sans même la caractérisation politique minimum que *La Vérité* portait; et ceci tout à fait volontairement, comme l'explique Lambert:

"(...) il a bien fallu que quelques dizaines de trotskystes soient organisés en France sur le programme de la IVe Internationale. 'L'organisation' qui éditait chaque semaine ce bulletin était d'un type donné mais, pour les militants qui en assuraient la diffusion, d'abord par les abonnements, et ensuite par la vente militante, il ronéotypé devenait un facteur pour la construction d'une organisation d'un autre type."

— *Informations Ouvrières* n° 647, 6-13 mars 1974

C'est-à-dire une organisation qui ne soit pas trotskyste!

Plus tard, *Informations Ouvrières* devint l'organe des "comités d'alliance ouvrière", et finalement en 1974 le "format" changea à nouveau et l'en-tête comporta "Tribune libre de la lutte des classes". Il est intéressant de noter que Lambert était assez explicite au sujet du but que visait ce changement: faire vendre plus de journaux.

"A ce que je sache, nous diffusons régulièrement plus de 45 numéros d'*IO* dans l'usine Renault (...). Pourquoi ne chercherions-nous pas à ce qu'un plus grand nombre puisse les connaître? Certes, le renforcement de la vente militante, par la progression de l'organisation, reste la tâche principale. Néanmoins, pourquoi d'autres travailleurs de l'usine ne pourraient-ils pas être atteints par le kiosque?"

— *idem*.

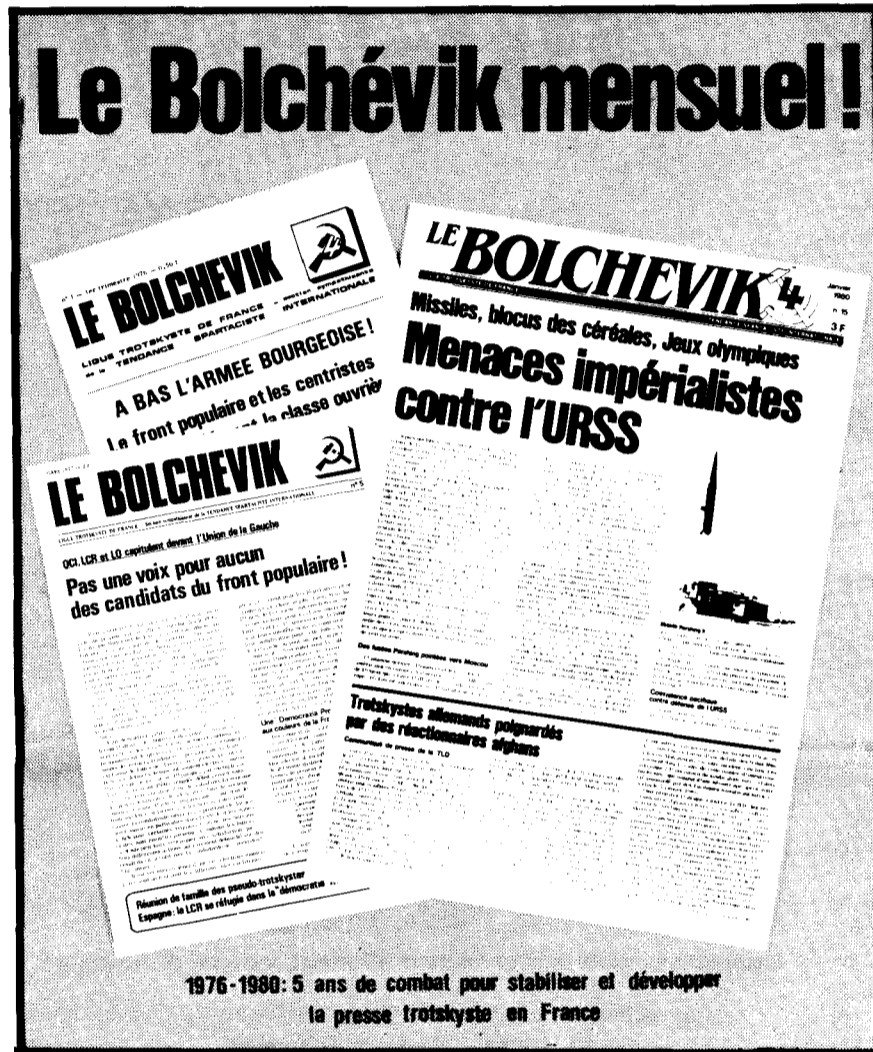
Comme le souhaitait Lambert, *Informations Ouvrières* a été "un facteur pour la construction d'une organisation d'un autre type"; l'OCI est devenue, autour des événements du Portugal en 1975, un appendice du PS. A force d'abaisser son programme, l'OCI en est arrivée au minimum du programme minimum et *Informations Ou-*

vrières, son journal "de masse", n'est plus qu'un journal indigeste, compilation de litanies sur l'"unité" des bureaucrates réformistes.

Si la politique de presse de la LCR était un produit de la dégénérescence du pablistisme tardif, l'opportunisme de l'OCI en matière de presse (expression de leur opportunisme politique général) n'est que la réédition de l'opportunisme du groupe Frank-Molinier des années 30 qui, eux aussi, sous prétexte de "journal de masse", réduisaient le programme révolutionnaire, trahissant ainsi le trotskysme dont ils disaient (eux aussi) se réclamer et contre lesquels Trotsky a durement combattu:

"Qu'est-ce qu'un 'journal de masse'? La question n'est pas nouvelle. On peut dire que toute l'histoire du mouvement révolutionnaire a été remplie de discussions sur le 'journal de masse'. (...) très souvent, l'impatience révolutionnaire — qui se transforme très facilement en impatience opportuniste — mène à cette conclusion que les masses n'affluent pas parce que nos idées sont trop compliquées et nos mots d'ordre trop avancés. Il faut donc simplifier notre programme, alléger nos mots d'ordre, bref jeter du lest. Au fond, cela signifie que nos mots d'ordre doivent correspondre, non à la situation objective, non au rapport des classes analysé par la méthode marxiste, mais à des appréciations subjectives — très superficielles et très insuffisantes — de ce que les 'masses' peuvent accepter ou non. Mais quelles masses? La masse n'est pas homogène. Elle se développe. Elle subit la pression des événements. Elle acceptera demain ce qu'elle n'accepte pas aujourd'hui. Nos camarades fraieront avec toujours plus de succès la voie pour nos idées et nos mots d'ordre qui se sont montrés justes, parce qu'ils sont confirmés par les événements et non pas par des appréciations subjectives et personnelles (...).

"Ce que la masse peut exiger d'un journal, c'est un programme clair et une direction juste. Mais précisément, sur cette question fondamentale, l'appel [pour le journal *La Commune*] est tout à fait muet. Pourquoi? Parce qu'il cherche plus à dissimuler ses idées qu'à les exprimer. Il accepte la recette centriste (sapiste): chercher la ligne de moindre résistance, ne pas dire ce qu'il est. Le programme de la IVe Internationale, c'est pour nous autres, les



problèmes de cet ordre peuvent-ils être envisagés sérieusement par une organisation qui a une foi aveugle dans la "dynamique" mythique, un peu comme un surfer rêve de la vague parfaite?

Plus sérieux fut le débat au cours duquel la majorité de la LCR refusa d'intituler *Rouge* journal trotskyste; non pas que la direction eût enfin l'honnêteté de mettre sa théorie en accord avec sa pratique centriste, mais parce qu'elle courtisait alors le PSU social-démocrate. A la même époque le dirigeant de la soi-disant "Quatrième Internationale", Mandel, fit un petit scandale public en annonçant qu'il était prêt à laisser tomber l'encombrante étiquette "Quatrième Internationale" dans le but, bien peu voilé, de fusionner avec le PSU et de constituer ainsi une organisation suffisamment forte pour gagner les faveurs de l'union de la gauche bourgeoise, dont la "dynamique" était censée selon Krivine et Mandel amener la révolution. Dans ce mariage projeté, *Rouge* quotidien aurait bien pu servir de dot. Malheureusement pour Krivine et Mandel, le PSU a repoussé leurs avances et s'est même de plus en plus décomposé: et comble de malheur l'union de la gauche a rendu l'âme. *Rouge* est redevenu hebdomadaire, toujours aussi confus, mais encore plus à droite.

Avec son sous-titre "Tribune libre de la lutte des classes", *Informations Ouvrières* exprime bien deux principes fondamentaux de l'OCI: cynisme et manipulation. "Tribune libre"? Pas plus que *L'Humanité*! Quant à la "lutte des classes", on peut sans risque parier que les exemplaires de *Informations Ouvrières* sont aussi rares dans les piquets de grève que dans les manifestations antifascistes!

Dans les années 50, Pierre Lambert représentait en France le trotskysme antipabliste: son *La Vérité* se présentait alors comme l'hebdomadaire du "Parti communiste internationaliste (trotskyste) section française de la Quatrième Internationale" (ce qui représentait déjà un glissement opportuniste, la Qua-

Rouen: infamies féministes

Rouen — le Mouvement de libération de la femme et les Groupes femmes rouennais organisaient le 25 novembre un film-débat sur le viol. Les deux films projetés traitent de la terreur physique et la dégradation que subissent les femmes victimes d'un viol. Cependant, ils sont porteurs du message politique féministe : "tous les mecs sont des violeurs en puissance", avec son corollaire que tous les hommes profitent du produit du viol, c'est-à-dire des femmes soumises et craintives.

Les féministes s'affirment victimes du "silence imposé par les mecs", mais elles ont eu vite fait de retrouver leurs voix quand Marie Canu, militante de la LTF, est intervenue pour critiquer, d'un point de vue trotskyste, le féminisme. Elle a été accueillie par les hurlements et les insultes *personnelles* du chœur haineux de "ses soeurs" (dont les militantes de la LCR n'étaient pas les moins enragées) évoquant étrangement un mess de sous-officiers : "p'tite conne, t'es contente de toi?", "enlevez-lui le micro", "p'tite salope, t'as vu comment t'es foutue?". Ces méthodes, d'autant plus odieuses qu'elles font appel aux sentiments les plus vils et les plus arriérés (rappelant les bureaucrates staliniens), n'ont pas fait taire notre camarade; elle a poursuivi son intervention, déclarant, pour finir, qu'en tant que trotskyste elle combat pour "la construction d'une société libre de toute répression sociale, de moralité, de puritanisme et de dégradation sexuelle."

Ce qui a le plus fait hurler les féministes, c'est quand notre camarade a condamné le procès qu'elles ont intenté à un militant du PCF, Raymond Lecacheur. En octobre 1979, des féministes, qui s'étaient rendues à la fédération de Seine-Maritime du PCF pour rencontrer Roland Leroy et protester contre un compte-rendu que le PCF avait fait de la marche des femmes du 6 octobre, furent violemment refoulées par des militants du PCF; l'une d'elles, Anne-Marie Cardon, fut sérieusement blessée.

Il est regrettable qu'il n'y ait pas eu dans les parages de militants CGT sincères, justement indignés, pour passer à Lecacheur l'envie de commettre à nouveau une telle action répugnante de gangstérisme gratuit, dont le PCF en tant qu'organisation porte l'en-

tière responsabilité. Mais l'appel à la justice bourgeoise contre le PCF offre à l'Etat un précédent dangereux pour intervenir dans le mouvement ouvrier en général. Lecacheur n'a pas été condamné pour avoir agressé une femme, mais en tant que représentant d'une organisation ouvrière. Car, contrairement aux affirmations des féministes, ce n'est pas une "justice des hommes", mais une justice de *classe*. La société présente est divisée fondamentalement en classes antagonistes (bourgeoisie et prolétariat) et non selon les sexes. Le refus de faire de la ligne de classe, l'élément fondamental conduit les féministes — même quand elles se veulent "lutte de classes" (comme la LCR) — non seulement à appeler l'Etat bourgeois contre une organisation ouvrière, mais à la collaboration de classe. Indira Gandhi, Isabela Peron, Margaret Thatcher et Saunier-Seïté ne sont-elles pas leurs "soeurs" ?

Viol et justice bourgeoise

Dans la société contemporaine, le viol est essentiellement un acte criminel d'hostilité individuelle dirigé principalement contre les femmes vues comme objets à avilir. Il transforme ce qui est normalement un acte agréable d'intimité consentie en vue d'une satisfaction sexuelle en une expérience de peur, de dégradation et souvent de blessure physique pour la victime. La substance du viol, c'est la brutalité et l'extrême déshumanisation — un terrible cauchemar.

Lorsqu'on est victime d'une grave offense, comme un viol et qu'on sait inexistantes les chances d'une réparation équitable par les agences (flics et tribunaux) de l'Etat bourgeois, l'impulsion à "se faire justice soi-même" est forte, et même compréhensible. A Rouen, l'appel à l'"autodéfense des femmes" était un des thèmes prépondérants du débat. Mais cette proposition se heurte à la même contradiction qu'ont les féministes qui appellent à la "loi et à l'ordre" quand il s'agit d'arrêter les viols. Comment effectivement ces "solutions" peuvent-elles échapper au piège des institutions de la société capitaliste et de sa justice (Cf. *Young Spartacus* n° 29, février 1975, "Rape and Bourgeois Justice", et *Women and Revolution* n° 11, printemps 1976, "Against Our Will; a Review") ? Dans



Rouen: féministes au procès du PCF

cette société divisée en classes, l'Etat bourgeois défend son monopole de la violence. En outre, c'est une société divisée racialement; ainsi une "grave offense", suivant les valeurs bourgeoises, sera liée aux préjugés raciaux. Toute approbation à "se faire justice soi-même" se transformera donc en permission de terroriser et d'assassiner les immigrés, au nom des valeurs sociales dominantes, racistes.

Le système actuel des lois sur le viol a été développé sur la base d'un code moral, fondé sur l'institution de la famille nucléaire et qui considère la "profanation" d'une femme comme une dépréciation de sa "valeur marchande". Ce n'est que dans un Etat ouvrier que hommes et femmes seront pleinement égaux devant la loi, dont l'application sera partie intégrante de la création et du maintien d'une base sociale de bien-être pour la population dans son ensemble.

Les féministes croient que la division principale de la société se fait selon les sexes. Pour des marxistes, c'est la ligne de *classe* qui est fondamentale; nous sommes pour une révolution qui abatte l'Etat bourgeois et détruit le système capitaliste qui, entre autres, perpétue la famille nucléaire, principale institution responsable de l'oppression supplémentaire des femmes.

Pour la libération des femmes au travers de la révolution socialiste ! ■

gros bonnets de la direction. Et les masses ? Que sont les masses ? Elles peuvent bien se contenter du quart ou même du dixième de ce programme. Cette mentalité-là, nous l'appelons de l'aristocratie opportuniste. C'est en même temps une attitude aventuriste, une attitude très dangereuse, camarades. Ce n'est pas une attitude de marxiste."

— Trotsky, "Qu'est-ce qu'un journal de masse ?", *Oeuvres*, tome 7

Ventes et sectarisme

La politique de l'OCI en matière de presse a été opportuniste avant même sa totale dégénérescence réformiste en 1975. Ceci étant posé, on peut cependant accorder à l'OCI que ce n'était pas un opportunisme entièrement gratuit. Il y a en effet en France une conception qui domine, selon laquelle acheter le journal d'une autre organisation implique un accord. Les vendeurs du *Bolchévik* s'y heurtent fréquemment : "Je ne peux pas acheter ton journal car ce serait soutenir ton organisation". Cela paraît fort étrange à nos camarades étant donné qu'eux, en tant que marxistes sérieux, lisent régulièrement *Rouge*, *Informations Ouvrières* ou *l'Humanité*. Un militant rouennais de la LCR a involontairement révélé les racines de cette attitude sectaire : "Je ne peux pas acheter ton journal, c'est comme si un stal achetait *Rouge*". Cette déclaration désigne bien l'origine de ce sectarisme qui, s'il n'est pas l'exclusivité du mouvement ouvrier français, est plus prononcé dans ce pays que dans tout autre en Europe. Les traditions du stalinisme, qui représentent une perversion et une corruption des préceptes les plus élémentaires du mouvement de la classe ouvrière internationale, pèsent lourdement. Trotsky lui-même l'a fait remarquer dans les années 30 :

"Le stalinisme a introduit sa tactique policière et le centralisme bureaucratique dans tout le mouvement révolutionnaire international. Même les combats entre les bolchéviks et les anarchistes ou les narodniki se situaient sur un plan très différent. Même dans le vide de la politique de l'émigration — dans le passé bolchévique — il n'y a jamais eu une corruption semblable à celle que le stalinisme a introduite dans les luttes des ouvriers."

— Trotsky, "Les discussions dans le Parti", *Oeuvres*, tome 7

Parmi les organisations ouvrières la conception couramment admise est que la démocratie ouvrière n'est pas une question de principe mais de tactique et, par-dessus tout, une question de rapport de force. Que les militants se reposent sur le journal de leur organisation pour avoir leurs consignes politiques est évidemment irréprochable. La discipline d'organisation doit

déterminer la relation d'un militant sérieux à la presse de son organisation. Mais là où, en tant que marxistes, nous ne sommes plus d'accord avec le sectarisme dominant, c'est sur la relation d'un militant avec la presse des autres organisations. Quand nous argumentons avec un étudiant de l'UEC à Tolbiac, un militant du PCF à Renault-Cléon ou un militant de la LCR devant la Mutualité, comme quoi ils devraient acheter et lire *Le Bolchévik*, nous ne le faisons pas au nom de la notion libérale bourgeoise du "pluralisme" tant chéri par les eurocommunistes. Nous affirmons qu'un débat démocratique entre programmes opposés est indispensable au processus de construction de l'avant-garde communiste. Lénine avait des qualificatifs très sévères pour ceux qui refusent de prendre au sérieux le débat programmatique; la citation de Lénine ci-dessous figurait en en-tête du premier numéro du *Militant* (en 1928), journal des trotskystes américains venant d'être exclus du PC. Ses remarques ont une valeur plus générale: le premier devoir de tout militant est d'apprendre à penser.

"Il faut que tout membre du parti étudie clairement et avec la plus grande objectivité, d'abord la substance des divergences d'opinion, puis le développement des luttes à l'intérieur du parti. Ni l'un ni l'autre ne peuvent se faire à moins que les documents des deux parties soient publiés. Celui qui croit qu'un sur parole est un imbécile sans espoir dont on peut se débarrasser d'un simple geste de la main."

Etre révolutionnaire professionnel, c'est, pour une grande part, lutter par la polémique pour mettre en déroute politique les divers programmes qui se disputent la confiance de la classe ouvrière. Des programmes différents reflètent en définitive la pression sur la classe ouvrière de forces qui lui sont étrangères. Le but du *Bolchévik* c'est de mettre à nu de telles implications dans le programme de nos adversaires.

Que *Le Bolchévik* soit un journal polémique n'est pas une question de style. Les obstacles principaux à la réalisation de la conscience communiste dans le prolétariat sont les bureaucrates réformistes et leurs multiples auxiliaires. C'est notre intention de balayer ces obstacles. Nous savons que notre journal est différent de n'importe quel autre journal du mouvement ouvrier et nous en sommes fiers. Le trotskysme est notre programme et il ne pourra être mis en pratique que par la classe ouvrière *consciente*. Ceux qui dédaignent ou repoussent la lutte programmatique impulsée par *Le Bolchévik* représentent d'autres programmes qui ne requièrent pas la conscience communiste de la classe ouvrière. Les staliniens ne

peuvent se passer du goulag. La LCR n'a pas d'autre programme que la "dynamique" qui la pousse à tous vents, et quand c'est le vent de l'antisoviétisme qui souffle le plus fort elle y résiste bien mal. Quant à l'OCI, la social-démocratie sait qu'elle peut compter sur les forces de répression bourgeoise pour protéger son existence, par l'écrasement de l'aile révolutionnaire du prolétariat. Le gangstérisme de l'OCI n'est pas une bavure; les "gros bras" d'aujourd'hui sont les bureaucrates de FO de demain, ces bureaucrates qui "coopèrent" même avec la CIA pour écraser toute menace d'insurrection ouvrière.

Notre insistance sur le principe de la démocratie ouvrière et la nécessité du débat politique n'est pas non plus un accident de notre programme.

Pourquoi acheter et lire *Le Bolchévik*? Pour se battre pour un avenir communiste ! ■

Abonnez-vous!

Un an (9 numéros): France 30 F, hors Europe 40 F

Pour toute commande:

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cédex 10

Carter a ouvert la voie à Reagan

Ronald Reagan est en selle. Mais au lendemain du non massif à l'administration Carter et de la déroute démocrate, les ouvriers américains se sont réveillés nerveux à l'idée de ce qu'ils ont récolté à la place. Ce matin-là, rien n'a l'air d'aller mieux : la décadence et le désastre du capitalisme américain vont toujours s'accroissant, la terreur raciste est croissante, la guerre froide antisoviétique gravit échelon après échelon. Cette campagne électorale où le choix s'est situé entre deux "plus grands maux" a sans doute été la plus négative de l'histoire des USA. *Workers Vanguard*, journal de la Spartacist League des Etats-Unis (SL/US), section américaine de la tendance spartaciste internationale, exprimait certainement le sentiment de millions d'électeurs américains en titrant au moment de la convention républicaine : "Reagan, Carter ? Quelle merde !".

Les élections de 80 ont reflété un déplacement vers la droite de l'électorat américain qui a vu ses débuts à la fin de la guerre du Vietnam. Ce sont les libéraux partisans de la guerre froide du Parti démocrate et Carter lui-même qui ont préparé le terrain à ce déplacement vers la droite et Reagan. Comme l'a écrit *Workers Vanguard* n° 261, 25 juillet :

"La campagne de Carter pour les 'Droits de l'homme', élaborée par le sinistre Brzezinski, a cherché à enterrer le 'syndrome vietnamien', à pousser l'opinion publique vers une nouvelle guerre froide et à mobiliser militairement contre l'Union soviétique. De cette manière, Carter/Brzezinski ont fait du républicanisme réactionnaire une figure respectable et lui ont offert ses cris de guerre actuels."

Autre accord "bipartite" démocrates/républicains : l'austérité comme remède provisoire à la stagnation du capitalisme américain. La campagne d'austérité des démocrates a plus particulièrement touché la population noire. Elle a payé son soutien à Carter en 1976 de quatre années de chômage accru et de retranchement encore plus important dans les ghettos, d'une recrudescence du Klan et des groupes fascistes, d'une plus grande terreur policière, comme à Miami, et de l'abandon de la politique d'intégration scolaire. Si Reagan promet une politique de coupures dans les services sociaux (en particulier dans le domaine médical et des indemnités de chômage), Carter a d'ores et déjà largement fait la classe ouvrière américaine à cette idée avec sa politique anti-sociale et anti-ouvrière.

Pourtant, les votes pour Reagan ont incliné une grande partie des voix ouvrières. De nombreux syndicalistes ont voté pour un authentique symbole d'une politique anti-ouvrière, pour le candidat du Klan, un idéologue notoire de la solution nucléaire, adversaire acharné de l'avortement et qui désire introduire la prière quotidienne dans les écoles. Si les républicains rencontrent une certaine tolérance dans la classe ouvrière pour leur idéologie réactionnaire, ce n'est cependant qu'une tolérance passive. Contre les ravages du chômage et de l'inflation, nombreux sont les ouvriers qui se sont jetés sur toute alternative autre que Carter. D'autres en ont juste ras le bol de la faillite du libéralisme. Certains ont identifié la faiblesse américaine avec la faiblesse de leur niveau de vie. Mais il est à prévoir que Reagan s'apercevra bientôt que nombre des ouvriers qui lui ont accordé leurs voix ne sont en aucune façon prêts à se ranger dans son camp conservateur et anti-ouvrier.

L'essence de la politique n'est pas dans les élections mais dans la lutte de classes. Comment s'étonner que le contrecoup anti-libéraux profite à la droite lorsqu'il y a si peu d'opposition dans les rues et les usines ? C'est la bureaucratie ouvrière — qui porte la responsabilité de la passivité relative des syndicats — qui ne peut plus maintenant convaincre sa base de donner ses voix au Parti démocrate, "ami du mouvement ouvrier". Le fait le plus important de ces élections est peut-être la confirmation que la coalition New Deal de Roosevelt, chère aux démocrates est sens des-



Ronald Reagan

sus dessous. Seuls les électeurs noirs pouvaient être convaincus de voter en bloc pour le "moindre mal" contre le choix du Klan.

La vie sous Reagan

Le gouvernement Reagan sera-t-il une simple répétition des années Carter ? Non. La crise de l'économie américaine va continuer à s'approfondir. L'après-Carter va être pire que le présent. Encore plus proche de ce qu'est la situation du capitalisme décadent : plus pauvre et plus brutal. L'ancien commandant des forces de l'OTAN est de la partie ainsi que certains gars à Nixon.

Tous les discours de Reagan pour relancer la grande machine de production capitaliste américaine ne sont que du bidon. Le capitalisme n'est pas tombé victime du "socialisme rampant" du gouvernement démocrate et de la politique de New Deal. Les Etats-Unis ne sont pas la Grande-Bretagne où le premier ministre conservateur, Margaret Thatcher, peut toujours essayer de s'attaquer aux industries nationalisées mises en place par les travaillistes. Ce n'est pas non plus le Chili où le prix politique d'un programme d'austé-

rité brutal peut être assumé par une junte militaire qui n'a pas à se soucier de futures élections. Bien que 60% des électeurs qui ont déclaré considérer l'inflation comme le problème économique n° 1 aient voté pour Reagan, le programme économique de Reagan est inflationniste. En fait, si ses propositions maximales de dépenses militaires et de diminutions des impôts sont acceptées par le Congrès, le taux annuel d'inflation pourrait atteindre 30% au cours de la première année de son mandat. Aucun économiste ou financier bourgeois compétent ne prend au sérieux la théorie débile qu'une réduction des impôts produira une augmentation équivalente des revenus en stimulant un plus grand effort de travail. La "solution" ultime au dilemme économique de la bourgeoisie est, bien sûr, la guerre impérialiste.

"Quand la guerre froide s'est-elle terminée?"

Il est axiomatique que les candidats présidentiels américains, libéraux ou conservateurs, effectuent un déplacement vers le centre politique après leur élection. Les dirigeants soviétiques, misant sur cette sagesse conventionnelle, ont avancé l'idée pour le moins farfelue que l'élection de Reagan était... une victoire pour la détente ! D'après un communiqué de l'Agence TASS :

"(...) les électeurs ont rejeté les provocations (de l'administration Carter) au nom de la détente, manifestant leur compréhension du fait irréfutable que pas une seule question ne peut être résolue par la solution de la course aux armements."

— cité par le *Washington Post*, 6 novembre

Les bureaucrates staliniens du Kremlin souffrent d'illusions chroniques dans la détente — conception erronée, utopique et pacifiste qu'ils peuvent s'en tenir à un accord "foutez-nous la paix et on vous fout la paix" avec l'impérialisme, alors que le but constant de ce dernier est de renverser les conquêtes révolutionnaires des Etats ouvriers dégénéré et déformés du bloc soviétique. Prendre Reagan pour une "colombe" vaut son pesant de stupidité. Reagan veut la paix tout en s'armant considérablement ; il a fait campagne sur la base de la "supériorité militaire" des Etats-Unis face à l'Union soviétique et veut abolir le mot "détente" du vocabulaire anglais. Dans un interview au *Wall Street Journal* le 3 juin, Reagan posait la question rhétorique : "Quand la détente s'est-elle terminée ?". Pour lui et ses compères, la guerre froide a commencé en 1917 et ils se préparent à la rendre encore plus chaude.

A l'évidence, les dirigeants soviétiques pensent que Ronald Reagan est un nouveau Richard Nixon, se rappelant que c'est sous l'administration Nixon que le premier traité SALT fut négocié. Brejnev et Cie misent aussi sur plusieurs positions prises par Reagan : il était opposé à l'embargo céréalier des produits soviétiques, au boycott de Carter des Jeux de Moscou ; il ne s'est jamais déclaré en faveur de la conscription et il soutient Taïwan. Moscou a peut-être été convaincu par les arguments de Brzezinski que Reagan est un "faux dur" à l'égard de l'URSS. Mais les républicains ont critiqué les mesures de Carter pour être largement symboliques, argumentant au contraire pour une "réelle action" — une véritable campagne de guerre antisoviétique. Pas de SALT II,

Suite page 8

Ca suffit ! Il faut un parti ouvrier !

Une candidate, Diana Coleman (militante syndicale depuis une dizaine d'années et co-organisateur de la manifestation qui a arrêté les nazis à San Francisco), s'est présentée au nom de la Spartacist League aux élections municipales de San Francisco sur un authentique programme alternatif aux Reagan et autres Carter, tandis que les candidats du PC et du SWP n'étaient capables que de répandre les pires illusions dans le réformisme électoral. La campagne de Coleman a été l'occasion pour des révolutionnaires de faire connaître sur une large audience les positions des trotskystes à San Francisco, haut lieu du mouvement ouvrier américain. Loin de s'en tenir à des questions d'intérêt local, sa campagne a posé les questions clés : chômage et baisse du niveau de vie, plans d'austérité, campagne agressive de l'impérialisme américain contre l'Union soviétique. Elle a été la seule candidate à se battre sur un programme qui incluait la défense de l'Union soviétique contre une agression de l'impérialisme américain !

Se battant sur un programme communiste clair et intransigent, Diana Coleman a remporté 7.183 voix. Résultat impressionnant pour une candidate bolché-

vique dans une période de glissement vers la droite de l'électorat américain. Une étude du vote montre que les voix recueillies n'étaient pas le fait du hasard et n'émanaient pas d'éléments isolés. Les voix pour Coleman viennent des quartiers à forte concentration noire ou homosexuelle et des quartiers où résident à majorité des jeunes ou des latino-américains. Si elle a remporté 2,7% des voix sur l'ensemble du district, elle a eu jusqu'à 8,47% des voix dans certains quartiers.

La campagne de Coleman fait suite à la mobilisation massive de noirs et de syndicalistes, à l'initiative de la Spartacist League, qui a permis en avril dernier de faire reculer les nazis qui étaient décidés à fêter l'anniversaire d'Hitler dans la cité ouvrière de San Francisco. Coleman a largement insisté sur cette action : ce n'est ni l'Etat bourgeois ni l'électoralisme qui peuvent faire reculer les fascistes : seule une mobilisation de masse prolétarienne peut s'en donner les moyens. Comme l'explique la brochure publiée pour la campagne de Coleman : "L'Etat capitaliste ne peut être réformé pour servir les intérêts

Suite page 8



7.000 voix pour Diana Coleman, candidate spartaciste aux élections municipales de San Francisco

WV

Tolbiac-Paris I

Antisoviétisme et terreur fasciste

Le tract que nous reproduisons ci-dessous a été distribué à la suite de l'agression fasciste du 27 novembre à l'université de Tolbiac à Paris contre un meeting de l'Union des étudiants communistes (UEC).

En attaquant un meeting organisé par les étudiants du PCF et, qui plus est, sur la question de l'Afghanistan, les nervis fascistes se sont faits consciemment les auxiliaires sanglants de la campagne antisoviétique de l'impérialisme. C'est justement cette question qu'ont cherché à faire disparaître les bureaucrates en herbe de l'UNEF-Indépendante et démocratique (dirigée par les sociaux-démocrates de l'OCI suivis par la LCR centriste) et l'UNEF-Renouveau (dirigée par l'UEC stalinienne), capitulant — dans l'unité — devant l'anticommunisme ambiant. Les pseudo-trotskyistes de la LCR et de l'OCI affirment, sans rire, que si les fascistes avaient attaqué, c'était pour casser la lutte contre la loi Saunier-Séité ; quant aux stalinien, ils prétendirent, avec le même sérieux, que les fascistes avaient attaqué à travers eux les fils d'ouvriers à l'université !

Pour engager la riposte, il fallait, ainsi que nous l'avons immédiatement proposé, que le meeting de l'UEC se tienne et que les organisations mobilisent les étudiants pour en assurer la défense. Mais stalinien, sociaux-démocrates et centristes se sont retrouvés unis pour détourner la combativité des étudiants vers des actions stériles et sur des mots d'ordre réformistes. Ils ont envoyé des manifestations devant la préfecture pour implorer l'Etat bourgeois de les protéger et de dissoudre les fascistes qui, par ailleurs, continuaient tranquillement, sous la couverture légale du "syndicat étudiant" UNI, de distribuer leurs tracts à Tolbiac ! Ces capitulards ont démoralisé les militants les plus combattifs dont certains étaient même prêts à se rendre à Assas, le fief des crapules nazies, pour leur faire passer l'envie de recommencer. Evidemment de telles actions, sans

Hier à Tolbiac l'antisoviétisme et la terreur fasciste se sont rejoints. Une vingtaine de fascistes armés de matraques a attaqué un meeting de l'UEC sur l'Afghanistan et blessé plusieurs étudiants.

L'UEC a déclaré son intention de refaire le meeting. Ce meeting doit avoir lieu ! Il est du devoir de toute organisation ouvrière, juive et immigrée d'assurer sa protection pour que ce meeting soit maintenu contre la peste brune.

La terreur sanguinaire des apprentis führer a toujours profité du pacifisme bêlant et de la couardise politique exprimée par le réformisme. La leçon des années 30 c'est que 30 nazillons fanatiques bien organisés et décidés pouvaient disperser dans la panique 5.000 ouvriers désorganisés, démoralisés et trahis par leurs directions au moment du combat : en Allemagne le fascisme a écrasé sans combat et plongé dans l'horreur la classe ouvrière la mieux organisée et la plus puissante d'Europe.

Si nous, trotskystes, avions aujourd'hui le quart des forces militantes du PCF, nous aurions mobilisé un service d'ordre composé de militants décidés (y compris nos ouvriers) pour protéger le droit d'expression de notre organisation et des autres organisations ouvrières y compris dans les universités, et la vue de nos militants bien organisés aurait été définitivement l'envie à cette racaille fasciste d'y traîner ses guêtres ! Fascistes hors des facs ! Pour des milices ouvrières d'autodéfense pour écraser les fascistes !

Cette attaque contre le meeting de l'UEC est une attaque contre toutes les organisations de la classe ouvrière ! Et il est inacceptable que l'organisation de jeunesse du PCF n'ait pas organisé, y compris avec quelques-uns de ses ouvriers expérimentés, la protection de ses propres meetings !

Ce n'est pas un hasard si les fascistes ont choisi d'attaquer un meeting qui défendait l'intervention soviétique en Afghanistan. C'est en effet celle-ci qui a servi de prétexte à l'impérialisme pour relancer une nouvelle campagne belliciste contre l'URSS. Et c'est

préparation et sans direction, peuvent facilement être défaits par les flics et les fascistes ; mais cela n'en souligne que plus la responsabilité des dirigeants couards des deux UNEF qui ont refusé et empêché ce type de mobilisation. Ils ont au contraire cherché à orienter la colère des étudiants vers... les revendications sur la carte universitaire ! Un militant de l'UEC a prétendu, sous les huées de protestation, que la lutte contre les fascistes est une impasse et que cela ne doit pas cacher les revendications universitaires. Rivalisant en crétinisme réformiste, un militant de l'UNEF-ID a osé proposer une manifestation chez Saunier-Séité pour lui demander pourquoi elle avait financé l'UNI et ne donnait pas de crédits aux étudiants ! La politique traître de ces opportunistes couards ne peut qu'encourager les fascistes à poursuivre leur "nettoyage" des facultés.

Au cours de la mobilisation, a aussi ressurgi un fort courant d'hostilité aux organisations en tant que telles (accusées de "récupération") et à la politique, surtout quand elles se réclament du communisme. Le souffle de la guerre froide (avec les campagnes des "Droits de l'homme", la "défense du pauvre petit Afghanistan", etc.) a poussé à droite le libéralisme traditionnel du milieu étudiant. Mais les trahisons des UEC, OCI et autres LCR, ont alimenté ce courant anticommuniste. Quand ce courant était dirigé contre l'UEC, l'OCI n'était pas la dernière — loin de là — à interdire la parole aux stalinien, en chahutant, en hurlant et en jetant des projectiles dans les assemblées générales. Aujourd'hui, victime de ses propres méthodes et de son anticommunisme, c'est elle qui s'est faite chahuter dans les dernières assemblées générales !

Comme en témoigne, entre autres, notre tract, seule la LTF a lutté dans cette mobilisation pour proposer aux étudiants qui veulent réellement rejoindre le combat du prolétariat une perspective de lutte efficace contre les fascistes.

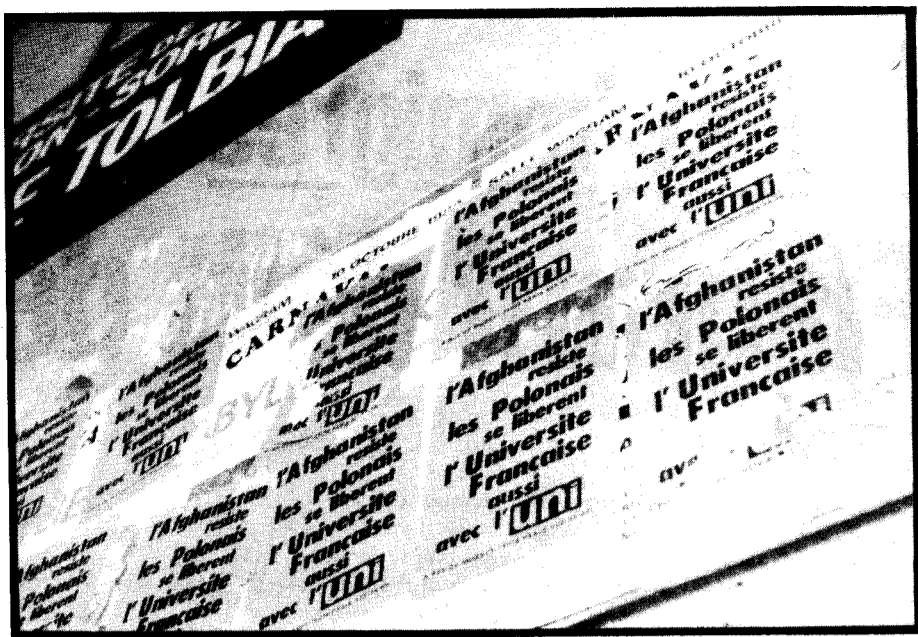
avant tout cette campagne impérialiste qui a donné un nouvel élan aux fascistes. Face à la croisade antisoviétique de la bourgeoisie (ainsi que les mesures d'austérité et anti-immigrés), les fascistes se sentent le vent dans le dos.

La ligne de classe est tracée en Afghanistan. D'un côté il y a une rébellion dirigée par des mollahs et des chefs de tribus et soutenue par l'impérialisme, et qui veut préserver un système pré-médiéval et se battre contre toute réforme agraire ou tentative de libérer les femmes de leur réclusion forcée. De l'autre côté l'Armée rouge qui, en intervenant contre cette rébellion réactionnaire, défend, pour une fois, une cause juste.

Malgré l'installation d'une bureaucratie en URSS, qu'il faut chasser par une révolution politique, il reste des acquis importants de la Révolution d'Octobre qu'il faut défendre contre l'impérialisme. Pour s'en convaincre, il suffit de faire une comparaison entre, d'un côté, le sort du peuple en Afghanistan, où les instituteurs qui apprennent à lire aux femmes sont tués par les rebelles, et, de l'autre côté, les régions asiatiques de l'URSS où les femmes savent lire et écrire et peuvent diriger des universités et des usines. C'est pourquoi nous déclarons : "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis d'Octobre !"

La ligne de classe en Afghanistan, les fascistes aussi l'ont bien comprise. Le tract qu'ils ont laissé à Tolbiac après leur agression salue "la magnifique levée en masse du peuple afghan" contre "l'agresseur soviétique". De quoi faire réfléchir les maoïstes et les militants du PS et de l'OCI qui soutiennent la lutte contre l'Armée rouge en Afghanistan...

C'était également un vent provoqué par l'atmosphère actuelle de guerre froide qui soufflait à l'AG d'hier quand des militants essayaient d'empêcher le représentant de l'UEC d'intervenir. Et là encore, les dirigeants de l'UNEF-ID ont montré leur hargne anticommuniste sous son aspect le plus écoeurant, scandaleux et révoltant ! Ce sont eux qui menaient la danse, aux cris d'"unité". Tout ce qui a manqué c'était les



cris de "A Kaboul" lancés contre les stalinien par les militants de l'OCI dans la grève à Tolbiac au printemps dernier.

Mais l'UNEF-ID et l'UNEF ont bien retrouvé leur "unité" chérie quand il s'agissait d'une perspective de lutte contre les fascistes. Qu'avaient-ils à offrir aux étudiants qui voulaient écraser la peste brune ? Une manifestation à la préfecture sous les mots d'ordre d'"Unité" et "Dissolution de tous les groupes fascistes". De cette manière ils ont reproduit, sur une petite échelle, la réponse des réformistes du PS et du PC à la manifestation du 7 octobre après l'attentat de la rue Copernic : détourner la haine antifasciste en confiance en l'Etat bourgeois. C'est, d'ailleurs, de telles illusions réformistes dans la démocratie bourgeoise qui expliquent principalement que l'UEC n'ait pris aucune mesure pour défendre son meeting.

Comment imaginer que la bourgeoisie, dont les missiles sont pointés vers Moscou, interviendra pour défendre des militants qui tiennent un meeting de soutien à l'Armée rouge en Afghanistan ! D'ailleurs, la bourgeoisie, loin d'écraser les bandes fascistes, les garde toujours en réserve pour ses basses oeuvres, et éventuellement pour le jour où elle en aura besoin afin d'écraser les organisations de la classe ouvrière.

La stupidité de demander à la bourgeoisie la dissolution des bandes fascistes a été soulignée par la FANE elle-même, qui a fait l'attentat de la rue Copernic après avoir été dissoute par le gouvernement. Non seulement de tels appels à l'Etat bourgeois créent des illusions, mais les lois contre les bandes "terroristes" sont le plus souvent utilisées contre les organisations ouvrières. La LCR doit le savoir d'ailleurs puisqu'elle a été dissoute deux fois par la même loi dont ils demandent aujourd'hui l'application contre les fascistes.

Le nombre impressionnant de manifestants hier est un signe de la volonté profonde qui existe pour lutter contre les fascistes. Mais cette volonté va-t-elle être dissipée dans des appels pathétiques pour la protection du gouvernement bourgeois ? Ceux qui s'imaginent que la préfecture interviendra pour les protéger contre les fascistes doivent se rappeler qu'il y a deux ans c'étaient les mêmes flics qui faisaient irruption dans les amphes de Tolbiac pour matraquer les étudiants en lutte.

Les fascistes voulaient empêcher que le meeting de l'UEC sur l'Afghanistan ne se tienne ; ils y ont réussi ! Les étudiants se sont mobilisés pour protester contre cette attaque fasciste mais il faut que cette mobilisation, au lieu de se perdre en supplications stupides devant la préfecture, soit utilisée pour imposer le meeting de l'UEC sur l'Afghanistan à Tolbiac, et pour en organiser la défense avec toutes les autres organisations ouvrières. Cela aurait été un moyen réel de démontrer la volonté de se battre contre les fascistes. C'est ce genre d'unité-là qu'il faut : pas l'"unité" pour se tourner vers le gouvernement bourgeois, mais pour l'autodéfense contre les fascistes et la défense de la démocratie ouvrière.

- Le meeting de l'UEC doit se tenir !
- Fascistes hors des facs !
- Aucune confiance dans l'Etat bourgeois !
- Milices ouvrières d'autodéfense !

Le 28 novembre 1980
Ligue trotskyste de France

WORKERS VANGUARD

Journal de la Spartacist League/US

Abonnement: 12 \$ (par avion)

Pour toute commande:

Box 1277, GPO, New York, NY 10116, USA

PCF et immigrés

Flagrant délit de chauvinisme

1.800.000 chômeurs en France ; chaque jour des centaines vont grossir leurs rangs. Dans de telles périodes de crise économique, la bourgeoisie a recours à ses méthodes favorites : stopper l'immigration, intensifier les expulsions de travailleurs immigrés (cherchant ainsi à exporter le chômage), réduire les dépenses des services sociaux et orienter le mécontentement des travailleurs "nationaux" vers les boucs émissaires "étrangers". Le patronat s'est fixé pour but d'expulser 1 million d'étrangers d'ici à 1985. Déjà, le chômage parmi les immigrés a été estimé à 300.000.

Avec le boom du début des années 60, les employeurs ne tenaient quasiment aucun compte des structures officielles. C'était l'âge d'or de l'immigration clandestine. Les circulaires Marcellin-Fontanet fermèrent provisoirement les frontières en 1973; l'année suivante, la bourgeoisie esquisse un plan de contrôle strict de l'immigration. C'est ainsi que des ministres ont l'un après l'autre marqué de façon infâme leur passage par une série de lois scélérates.

Les cartes de travail et de séjour sont pratiquement inaccessibles. Mais l'Etat bourgeois est n'importe comment assuré de pouvoir expulser les immigrés pour "ressources insuffisantes", "retour tardif des congés payés" ou "menace pour l'ordre public". Contrôles, rafles et "bavures" de la police auxquels s'ajoutent les ratonnades impunies des fascistes sont le quotidien de leur vie.

Une partie significative de la bourgeoisie doit ses super-profits à la disponibilité de cette main-d'œuvre sans défense. "Marchands de sommeil", flics qui rackettent, passeurs d'immigrés clandestins et bourgeoisies coloniales (qui essayent d'exporter leur chômage et qui tirent profit des devises renvoyées dans les pays d'origine) forment une foule de parasites qui sucent leur sang.

Malgré la crise économique, la bourgeoisie continue d'en avoir besoin. Les expulsions s'accompagnent de nouvelles entrées. Isolés et terrorisés par la crainte de l'expulsion, ils sont une source de profits fabuleux pour les exploités. L'affirmation que les expulsions permettraient de créer un nombre égal d'emplois pour des Français est un mensonge cynique! Même d'après l'Office national d'immigration (ONI), pour trois immigrés qui partent, un chômeur français et un chômeur étranger prennent deux des postes tandis que le troisième est supprimé (Cf. *L'Expansion*, 20 juin-3 juillet 1980).

Le devoir du mouvement ouvrier est donc clair et élémentaire : refuser la campagne chauvine d'expulsions et de fermeture des frontières et combattre pour les droits des travailleurs immigrés. Ils pourront ainsi se joindre à des luttes de classes combattives pour des emplois pour tous, afin d'obliger les patrons à supporter les frais de leur crise économique. Mais, les dirigeants réformistes sans exception se sont activement joints à la campagne chauvine de la bourgeoisie, lui donnant simplement une couverture "démocratique" ou même "lutte de classes" (!).

Le PCF et les immigrés

De "produisons français" à "travaillons français" et "vivons français" il n'y a qu'un pas. Exiger de la bourgeoisie l'impossible, c'est-à-dire qu'elle surpasse ses concurrents allemands et japonais, non seulement n'a rien à voir avec l'anticapitalisme, mais est profondément anti-ouvrier ; le protectionnisme et l'autarcie signifient simplement un accroissement du chômage en cas de riposte, plus que probable, du même genre des concurrents de la France.

Comme tous les réformistes, les dirigeants du PCF refusent de mobiliser le prolétariat contre l'austérité capitaliste, et par-là acceptent une aggravation catastrophique des conditions de vie des masses ouvrières. Ils n'ont plus alors qu'à choisir les secteurs qui seront les principales victimes de la crise, en l'occurrence les immigrés.

Ce n'est qu'à cause de l'intervention insistante de l'Internationale communiste que le PCF rompt partiellement avec le chauvinisme traditionnel du mouvement ouvrier français (Cf. les attaques du "marxiste orthodoxe" Guesde contre les "hordes transalpines" de travailleurs italiens). Même alors, le parti appela quelques temps en 1926 à interrompre complètement l'immigration. Mais quand, avec le front populaire,



Octobre, les mineurs marocains luttent pour les mêmes droits et statut que les mineurs français

le PCF passa irrémédiablement dans le camp social-chauvin, il devint le défenseur le plus farouche d'un "véritable" contrôle de l'immigration.

La critique par le PCF des fronts populaires passés n'a pas changé d'un iota son programme chauvin "néo-gaulliste". Au contraire, avec l'approfondissement de la crise économique, il a amplifié son appel à l'arrêt de l'immigration. Tout plutôt qu'une lutte combattive contre les fermetures d'usine, pour une réduction de la semaine de travail sans perte de salaire et l'expropriation de la bourgeoisie !

Quelle que soit sa prétention à s'opposer aux lois Bonnet-Stoléru et aux expulsions, la revendication du PCF d'arrêter l'immigration signifie appuyer la campagne chauvine de la bourgeoisie. Que signifie son appel à une "véritable politique de retour" si ce n'est un soutien aux mesures répressives de l'Etat capitaliste contre les immigrés !

En pratique, le programme des stalinien pour les "droits égaux" en faveur des immigrés est sans valeur, car il refuse de se battre pour la seule chose qui puisse leur donner une parcelle de sécurité : le plein droit de citoyenneté. Le PCF leur refuse même le droit de vote au niveau municipal, ce qui le met sur ce point à la droite de Chirac !

La rhétorique des stalinien flirte même constamment avec l'idée réactionnaire que les immigrés volent le travail des français. "Il faut en tirer la conclusion qu'en dépit des déclarations officielles, le gouvernement ne peut pas ou ne veut pas maîtriser l'immigration alors qu'il y a la crise et que la France, selon les données du BIT, compte aujourd'hui 1.400.000 chômeurs". Cette déclaration honteuse a été faite, non par Le Pen, mais par le secrétaire de la fédération du Val de Marne du PCF le 12 juin 1978 !

Pour le PCF, le rythme de l'immigration devrait suivre les besoins du capital français : il faut que "le flux migratoire soit maîtrisé en fonction des besoins en main-d'œuvre de notre pays" (*L'Humanité*, 17 octobre 1978).

Le PCF considère les immigrés non pas comme partie intégrante de la classe ouvrière française, mais comme de la "main-d'œuvre" — du simple matériau brut pour l'exploitation capitaliste. Dans les années d'après-guerre, quand les besoins de la bourgeoisie le dictaient, Croizat, ministre du Travail et dirigeant du PCF, a créé l'ONI, qui a eu le monopole de l'introduction des travailleurs étrangers en France. Derrière toutes les proclamations sur la "lutte des classes", le programme réformiste du PCF colle au cycle capitaliste de l'économie et n'aspire qu'à participer à la bonne marche de l'Etat et de l'économie capitalistes.

Municipalités: comment gérer la crise

La bonne volonté du PCF d'administrer l'austérité capitaliste a été exprimée de façon particulièrement claire au niveau municipal.

Quand *Libération* a publié une série d'articles dénonçant la politique des villes administrées par le

PCF, la presse stalinienne locale a réagi rapidement... en dénonçant *Libération* comme un "torchon pornographique qui encourage la prostitution, l'homosexualité et la criminalité". Mais on n'a pas besoin d'être un partisan du style "nouvelle gauche" particulièrement dégénéré, cynique et anticommuniste de *Libération* pour savoir qu'il y a quelque chose de pourri à Ivry et dans les autres municipalités contrôlées par le PCF. Le 28 octobre, le maire PCF d'Aulnay-sous-Bois a annoncé que la mairie ne donnerait plus de logements HLM à des familles immigrées. Quatre jours avant, *Le Travailleur* (organe départemental du PCF) proclamait :

"Nous accusons le préfet et le patronat d'attribuer systématiquement les logements H.L.M. dont ils disposent à Ivry à des immigrés.

"Nous exigeons qu'ils cessent d'attribuer ces logements à des immigrés et que la commune ait la maîtrise de l'attribution des H.L.M.

"S'il le faut nous appellerons à l'occupation des logements pour y reloger des mal-logés ivryens."

Un autre partisan de l'action — contre les immigrés, pas contre les patrons — est le PCF à Nanterre, qui a appelé au mois de mai à des manifestations contre le relogement des étrangers dans de nouvelles HLM. Mr Villin, adjoint au maire de Nanterre et président de l'office des HLM, a déclaré : "notre organisme se voit contraint de limiter le relogement des personnes originaires des territoires d'Outre-Mer" (30 septembre, cité dans *L'Étincelle*, décembre 1980). Mr Villin est aussi le camarade Villin, secrétaire du syndicat CGT de la RATP, dont le dernier congrès a voté un texte soutenant les travailleurs des DOM-TOM qui exigeait le "respect de toutes les lois réprimant les discriminations racistes, notamment en matière de logement, d'écrits ou de comportements racistes" !

Révolution (le 7 novembre) a essayé de présenter une justification plus sophistiquée à cette ignoble campagne raciste et chauvine. Affirmant que le gouvernement imposait délibérément les immigrés aux municipalités du PCF, *Révolution* posait la question : "Vivra-t-on demain en France comme on vit aux Etats-Unis, où s'affrontent les ghettos noirs, portoricains, et où les 'Blancs' se barricadent ?"

"Le PCF rejette la ghettoïsation". Très bien ! Mais les références pas très subtiles à la criminalité dans les communautés d'immigrés servent le flicage que Peyrefitte veut renforcer par son projet "liberté et sécurité". A l'encontre de certains petits-bourgeois culpabilisés, les marxistes reconnaissent que la délinquance existe ; mais, à l'opposé des réformistes, nous ne mettons pas notre confiance dans le renforcement des bandes armées du capital pour combattre la lumpénisation des jeunes immigrés.

La dictature du prolétariat réquisitionnera les maisons des bourgeois pour des familles immigrées. Mais la campagne du PCF contre la ghettoïsation n'est pas un appel à des luttes anticapitalistes mais une perspective de défaite. Les budgets des municipalités rétrécissent, aucune construction nouvelle n'est entreprise, et le PCF dit qu'on ne peut rien y faire!

suite page 9

La LCR en crise

Le crime ne paie pas

"Le principe centrisme de l'unité à tout prix prépare à la pire des scissions possibles, alignée sur les contradictions impérialistes. On peut déjà le voir en France avec le groupe Spartacus qui traduit en français les idées du SAP, et prêche, au nom de l'unité, la capitulation politique devant Blum, lequel était, et est encore, le principal agent de l'impérialisme français au sein de la classe ouvrière."

— "L'ILP et la IVe Internationale",
Trotsky, Œuvres, tome 6

La LCR (à l'image du Secrétariat unifié) a toujours été une tour de Babel politique, mais ces dernières années, au fur et à mesure que la détente a fait place à un bellicisme croissant des impérialistes envers l'Union soviétique, l'hétérogénéité de la LCR et son cours droitier se sont accentués. L'an dernier, 25% des membres de la LCR scissionnaient pour en définitive finir à l'OCI. A peu près au même moment, la LCR récolta le fruit de sa cour assidue auprès de tous ceux (eurocommunistes, dissidents, maoïstes, etc.) qui rompent sur la droite avec le Kremlin en ramassant des transfuges de l'OCT, "ex"-maoïstes mais toujours "capitalistes d'Etat". Ils rejoignent les anti-trotskyistes déclarés déjà dans la LCR pour former un bloc représentant 50% du CC, qui se range en Afghanistan dans le camp des mollahs réactionnaires contre l'Armée rouge. L'autre tendance "oppositionnelle" à Krivine est dirigée par un certain Matti dont le programme droitier conduit logiquement à la social-démocratie conséquente de l'OCI.

La prétention de la LCR et du SU à être la Quatrième

Internationale est une dérision totale ; par ailleurs, son hétérogénéité remet en question son existence même en tant qu'organisation distincte et le nombre de ses militants descend en flèche. On exhorte ceux qui restent à un activisme encore plus frénétique dans l'espoir que la candidature de Krivine sera un remède miracle pour l'ex-section vedette du SU, bien malade. Mais le mal est trop profond ; il est politique. Après avoir courtisé les eurocommunistes pendant plusieurs années, que va faire la LCR maintenant que, le PCF affirmant ses liens avec le Kremlin, ils se dirigent tout droit vers la social-démocratie ? Beaucoup de militants de la LCR ont déjà répondu à la question : les suivre.

Nous reproduisons ci-dessous une lettre adressée à un militant de la tendance Matti. Elle devrait clarifier les idées des militants qui cherchent à tirer les leçons politiques des échecs répétés de la LCR. Les antécédents programmatiques de Matti sont un cas type de capitulation devant les changements de l'"opinion publique". L'histoire de Matti pourrait s'intituler "de la stalinophilie à la stalinophobie" (se reporter aussi à l'article du *Bolchévik* n° 14 : "Maître Mandel et son valet Matti"). Il est le représentant typique de la génération radicalisée par les événements de 1968, qui commence sa carrière politique avec un appétit omnivore de centrisme à pourchasser toute opportunité et qui, plus âgé et politiquement usé, se décide finalement à courir après la *princi-*

pale possibilité : la conciliation avec son propre pouvoir d'Etat, cachée, pour commencer, par la feuille de vigne du front populaire.

Il est pratiquement impossible aujourd'hui de distinguer les mattistes des réformistes de l'OCI :

"Ce que nous développerons tous les jours dans les meetings, dans notre presse, (...) ce sera pas ça, ce sera pas pour dire qu'il faut un gouvernement ouvrier basé sur des conseils ouvriers, ce sera pour dire des choses plus concrètes, ce sera pour dire : aujourd'hui pour arracher les revendications, il faut en finir avec Giscard (...). Ca peut paraître bizarre aujourd'hui que les révolutionnaires disent : le problème central, c'est de chasser Giscard (...). Aujourd'hui, dire chasser Giscard c'est effectivement être révolutionnaire et être révolutionnaire dans ces conditions c'est, je pense, l'être avec des millions de travailleurs (...)."

Cette déclaration platement opportuniste n'a pas été faite — contrairement aux apparences — par un social-démocrate de l'OCI. Elle est un échantillon du discours tenu par un dirigeant de la LCR et fidèle lieutenant de Matti lors d'un meeting récent de la LCR à Barentin, petite ville proche de Rouen (un des bastions du mattisme). Ainsi que nous le soulignons dans la lettre ci-dessous, l'alternative pour les militants sérieux qui en ont assez de la confusion centrisme droitier de la LCR, ce n'est évidemment pas le réformisme conséquent de l'OCI. C'est le trotskysme révolutionnaire, le programme de la Ligue trotskyste de France.

Le 20 novembre 1980

Cher camarade,
(...)

Après cette discussion, j'avais été frappé par la lettre parue dans le n° 966 d'*Informations Ouvrières* d'un militant de l'ex-tendance Matti démissionnant de la LCR pour rejoindre l'OCI. Je pense que tu l'as lue. Elle semble refléter le sentiment de certains militants mattistes et, en ce sens, elle est inquiétante. La LCR dans la crise profonde qui la frappe continue d'alimenter les courants droitiers tant en son sein avec les "capitalistes d'Etat" qu'à l'extérieur avec les sociaux-démocrates de l'OCI. Après la première vague de la LCI (composée essentiellement de militants de la TLT et de quelques mattistes), une nouvelle vague — cette fois essentiellement mattiste — va-t-elle s'échouer dans l'OCI réformiste ? Cela ne serait pas pour nous étonner : comme nous l'avons écrit dans notre tract diffusé au dernier congrès de la LCR (Cf. *Le Bolchévik* n° 19), "Matti est devenu un dangereux fourrier de Lambert".

Matti a commencé sa carrière de critique de Krivine (tout en se donnant comme l'interprète le plus fidèle de la pensée profonde de Mandel) en se faisant le champion droitier du "travail de masse", panacée (comme aujourd'hui l'"unité") à tous les maux de l'organisation pabliste, mais aussi en étant un peu plus stalinophile. Ainsi, si en 1973 Matti n'appelait à voter que pour le PCF, ce n'était pas sur une ligne d'indépendance de classe comme nous aujourd'hui pour les présidentielles de 1981 (le PCF venait de constituer en effet le front populaire avec le PS et les radicaux de gauche) ; ce n'était qu'une capitulation lamentable aux stalinien, valorisés par rapport aux sociaux-démocrates : Matti ne voyait de parti ouvrier bourgeois que le PCF, le PS étant caractérisé de parti bourgeois. Le Portugal en 1975 a probablement représenté pour Matti (ainsi que pour l'OCI d'ailleurs) une question test. Ce fut sa première rupture avec son maître Mandel. Il prit alors une position intermédiaire entre celle de la majorité du SU et celles, similaires, du SWP et de l'OCI. En pleine période pré-révolutionnaire Matti se prononça contre l'agitation sur la question des soviets qualifiée de pure propagande et proposa à la place l'"unité" sur des revendications économiques. Pour Matti, l'heure était à l'unité de tout le monde sur un programme minimum de revendications salariales, pas à la lutte pour la prise du pouvoir. Clairement la politique de front unique stratégique montrait dans la pratique qu'elle s'oppose au combat du prolétariat pour le pouvoir et sert les intérêts de la social-démocratie portugaise qui luttait, par la guerre civile, contre les organismes de pouvoir prolétarien. Matti adopta sur la question du front populaire en France une position quasi identique à celle de l'OCI, partageant avec elle la conception du front unique stratégique qui fait de l'unité des appareils le principe suprême. Dès lors,

la porte était sérieusement ouverte pour un rapprochement avec l'OCI. L'épisode de la TA unifiée en 1976 entre Matti et Nemo (les principaux points de convergence étant le Portugal et l'unité PC-PS) apparaissait comme une étape importante dans cette direction. Politiquement proche du lambertisme et habitant la soi-disant "Quatrième Internationale" pabliste, Matti s'est vu, et surtout dans la période des amours entre Mandel et Lambert, comme le trait d'union entre le SU et l'OCI, politique qui ne pouvait profiter qu'au droitier le plus cohérent dans cette période où le climat politique a sérieusement tourné à droite. La politique mattiste de rassemblement de la "grande famille du trotskysme", qui avait si bien servi le centrisme Mandel (Cf. "Maître Mandel et son valet Matti", *Le Bolchévik* n° 14) profite désormais au social-démocrate Lambert. Le SU est dans un tel délabrement que même Matti doit s'interroger sérieusement sur la capacité de ce qu'il a toujours, jusqu'à ce jour, appelé la "Quatrième Internationale"

à unir sous un même toit tous les courants se réclamant du trotskysme. Le changement de maître n'est pas seulement l'expression d'un opportunisme répugnant ; il est un signe des temps de regain de guerre froide : il devient plus payant de capituler à la social-démocratie qu'au stalinisme, à l'inverse des années 60. Quelles que soient ses intentions, Matti a formé et recruté des militants sur un programme proche du lambertisme. Qu'y a-t-il d'étonnant dans la période actuelle qu'ils poussent la logique de leurs positions jusqu'à se tourner vers une OCI plus cohérente que la LCR et désormais plus "efficace" ? Mais ils vont être conduits plus loin qu'ils peuvent se l'imaginer encore eux-mêmes dans la capitulation à la social-démocratie, au parlementarisme et à l'anticommunisme ambiant. Nous avons à de multiples reprises dénoncé la politique stalinophobe et réformiste que dissimule — de moins en moins il est vrai — la phraséologie trotskyste de l'OCI (Cf. les numéros 16, 17 et 18 du *Bolchévik*).

Les mattistes qui lorgnent du côté de Lambert doivent s'interroger : sont-ils prêts à voter les rapports moraux de l'ignoble Bergeron ? Sont-ils prêts à devenir les agents publicitaires du PS, tressant des

couronnes au (plusieurs fois) ministre de la IVe République et fustigeant les "agents du Kremlin" ? Sont-ils prêts à dire que le PS "a engagé un combat qui rejoint les intérêts fondamentaux du prolétariat" quand il dirige au Portugal en 1975 des manifestations réactionnaires qui brûlent les locaux du PC ? Sont-ils prêts à combattre pour une démocratie bourgeoise censée ouvrir la crise révolutionnaire, vieil argument social-démocrate du "combat pour la démocratie jusqu'au bout" ? Sont-ils prêts à se ranger du même côté que



1er mai 1980: les pablistes à genoux devant l'unité

la CIA avec les mollahs réactionnaires afghans contre l'armée de l'Etat ouvrier dégénéré ? Sont-ils prêts à abandonner tout travail syndical et n'avoir plus le regard fixé que sur le Palais Bourbon, "là où ça se décide" (sic) ?

Dans les syndicats, la ligne d'unité PC-PS est tellement inefficace que l'OCI a compris depuis longtemps qu'il est inutile de s'y battre dessus et elle a abandonné toute prétention à y mener une intervention un tant soi peu indépendante. Faisant sien le proverbe "Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage", l'OCI déclare dans la résolution syndicale de son dernier congrès : "La pire des illusions qui nous désarmeraient serait de penser que dans le moment présent, l'action syndicale peut arracher de véritables et substantielles revendications" (Courrier du CC de la LCR n° 5). Avec une position pareille, les bureaucrates syndicaux n'ont pas grand chose à craindre des lambertistes ! Par ailleurs, la conception de Lambert d'indépendance du syndicat à l'égard des partis ressemble furieusement à celle de son ami Bergeron ; l'OCI dans ce domaine n'a effectivement rien inventé, elle tire directement sa conception de la Deuxième Internationale selon laquelle il y aurait une "muraille de Chine" entre parti et syndicat, "division du travail"

qui renvoie en dernière analyse à la division réformiste entre programme maximum et programme minimum.

L'absence scandaleuse de l'OCI à la manifestation du 7 octobre n'est pas un hasard. Ce qui ressort en effet des explications plutôt confuses d'*Informations Ouvrières*, excepté que les "gros bras" de l'OCI ont une trouille bleue du service d'ordre stalinien, c'est que l'OCI n'a strictement rien à dire aux travailleurs sur comment lutter contre les fascistes. La ligne complètement parlementariste de l'OCI confrontée un tant soit peu aux luttes réelles de la classe ouvrière révèle crûment sa totale nullité. Le seul "travail de masse" qu'elle est capable d'offrir est de faire signer des pétitions aussi innombrables qu'inutiles et de battre les semelles devant l'Assemblée nationale. Est-ce cela que vous attendez ?

Même si l'OCI connaît aujourd'hui un certain développement, sa nature de secte social-démocrate ne lui ouvre aucun avenir que de disparaître dans le PS comme en Allemagne ou de dégénérer en une secte dangereusement hystérique comme les healystes.

La "prospérité" actuelle de l'OCI n'est que le fruit de son front populisme, de son parlementarisme et de sa stalinophobie. Déjà à l'égard de l'union de la gauche-front populaire, l'OCI a démontré par rapport à la LCR une plus grande efficacité en menant une campagne d'un crétinisme parlementaire et électoral achevé. Mais cette "efficacité" social-démocrate fait clairement ses preuves à l'égard de la question russe. Le renouveau d'agressivité impérialiste contre l'URSS oblige de façon décisive à choisir clairement son camp. Dans ces conditions, la confusion centrisme — qui a fait les beaux jours de la LCR — ne paie plus. A propos de l'Afghanistan, de façon caricaturale, Mandel et Krivine essaient de se trouver des deux côtés des barricades ; ce qui, loin de maintenir uni le bloc pourri du SU, le conduit proche de l'éclatement, la droite des "capitalistes d'Etat" et autres antitrotskystes déclarés se sentant suffisamment puissante pour prendre l'offensive et publiquement exprimer sa hargne antisoviétique. Le centrisme droitier du SU est le principal responsable de sa crise. On ne recrute et n'éduque pas impunément ses militants pendant des années à soutenir le front populaire et n'importe quel individu critiquant le stalinisme de la droite (Cf. *Le Bolchévick* n° 19). Pas si paradoxalement que ça, Lambert se retrouve avec ces antitrotskystes notoires du SU à soutenir les réactionnaires afghans contre l'URSS. A la différence de Mandel qui louvoie, Lambert a choisi son camp sans aucune ambiguïté ou hésitation. Son soutien aux mollahs afghans comme son soutien politique aux dissidents pro-impérialistes entre totalement en écho avec la campagne antisoviétique de l'impérialisme. Y compris sa campagne pour les présidentielles. A quoi sert donc sa campagne sur l'"unité" si ce n'est à valoriser le PS "unitaire" (en réalité front populiste) et à attaquer les "agents de Moscou" ! En fait, la crise du centrisme droitier de la LCR confrontée à la question russe nourrit sur sa droite les stalinophobes conséquents de l'OCI.

Ne voit-on pas à ce propos des mattistes flirter avec la "théorie" lambertiste de la soi-disant "sainte alliance" entre l'impérialisme et la bureaucratie scellée depuis Yalta. Cette théorie stalinophobe est un énorme mensonge sur lequel repose d'ailleurs tout le lambertisme. Yalta est mort et bien mort ; l'impérialisme l'a tué — au grand désespoir de Staline — avec sa politique de guerre froide après la deuxième guerre mondiale. Même si on est en droit d'attendre tout des faussaires Just et Lambert, il risque de leur être quand même difficile d'expliquer que l'expropriation de la bourgeoisie dans les "démocraties populaires", la crise de Berlin, la guerre de Corée ou la crise des missiles de Cuba sont les fruits des complots tramés entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ! Et l'on est parfaitement en droit de dire que l'Afghanistan est, dans un contexte similaire, la réplique *mutatis mutandis* du coup de Prague et du blocus de Berlin de 48. La politique de détente menée depuis la fin de la guerre froide était une politique *tactique* de l'impérialisme US affaibli par la guerre du Vietnam et la défaite qu'il a subie. Malgré les illusions criminelles de la bureaucratie dans une soi-disant "coexistence pacifique" (à laquelle croient les lambertistes avec leur "sainte alliance"), l'impérialisme reste fondamentalement attaché à détruire l'économie étatisée des Etats ouvriers déformés et dégénéré et dès qu'il s'en sent la force il montre de nouveau que son ennemi n° 1 reste l'URSS. Trotsky a tordu le cou il y a bien longtemps aux élucubrations du genre "sainte alliance" :

"La bourgeoisie qu'elle soit fasciste ou démocratique ne peut se satisfaire des exploits contre-révolutionnaires isolés de Staline : elle a besoin de la contre-révolution complète dans les rapports de propriété et de l'ouverture du marché russe. Tant qu'elle n'obtient pas cela, elle considère l'Etat soviétique comme un adversaire et elle a raison."

— *Défense du Marxisme*

La théorie de la "sainte alliance" oblige pour justifier la soi-disant "complicité" entre impérialistes et bureaucrates stalinien à éliminer le caractère

tradictoire de la bureaucratie et à en faire une simple "agence de la bourgeoisie". L'OCI rejoint ainsi les conceptions antimarxistes des "capitalistes d'Etat" pour lesquels, eux aussi, la bureaucratie est une sorte de bourgeoisie. Trotsky doit évidemment passer aux yeux d'un Lambert pour un stalinophile impénitent :

"La bureaucratie soviétique a politiquement exproprié le prolétariat pour défendre par ses propres méthodes les conquêtes sociales du prolétariat (...). La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination, sous la forme de condition particulière de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus : par cet aspect de son activité elle demeure l'instrument de la dictature du prolétariat."

— *La Révolution trahie*

Les trotskystes ne faisaient que tirer les conclusions pratiques de cette analyse de Trotsky lorsqu'ils saluaient la victoire de Stalingrad et les victoires de l'Armée rouge remportées sur l'impérialisme allemand. En Afghanistan, la bureaucratie en voulant défendre ses intérêts a défendu aussi, à sa façon (qui n'est pas si mauvaise appliquée aux mollahs), les intérêts de l'Etat ouvrier dégénéré et a créé les conditions pour étendre ses acquis aux femmes, paysans et peuples afghans opprimés.

De façon caractéristique le signataire de la lettre à l'OCI ne dit rien du fond programmatique de la question afghane, ne faisant que déplorer l'instabilité et le déchiement du SU sur cette question. Obnubilés par l'"unité PC-PS", il est à craindre que les mattistes en aient fait le nec plus ultra du programme (je te renvoie au *Bolchévick* n° 17, en particulier sur la question de comment cette "unité" est contraire au programme de la révolution prolétarienne). Pour Lénine et Trotsky, le parti révolutionnaire se construit sur la base du programme révolutionnaire dans son intégralité. Pour Matti, exception faite de la sacro-sainte "unité" (qui a remplacé dans ses conceptions droitières le non moins sacro-saint "travail de masse"), les questions de programme sont nulles et non avenues. (...)

Il y a quatre ans des militants de la LCR ont rompu avec le pablisme et avec la tendance Matti qui leur avait été proche, afin de rejoindre la LTF. Le bilan qu'ils tiraient du mattisme est toujours valable :

"La tendance de Matti se présente comme la tendance du 'travail de masse' (...). Son programme, à la droite de celui de la TMI, est contenu entièrement dans la panacée de l'"unité" qui l'amène à avancer un programme minimum afin de rassembler le plus de monde possible. Une telle ligne ouvre la possibilité d'un bloc avec le SWP et d'un rapprochement avec l'OCI centriste de droite."

— "Démission de la LCR",
Spartacist n° 12

Voilà qui est maintenant chose faite.

Peut-être y a-t-il encore parmi les mattistes, notamment ceux qui sont attirés par la référence — toute formelle — à l'orthodoxie trotskyste, des militants qui n'ont pas sombré dans la social-démocratie, qui ont conservé encore quelques aspirations et énergies révolutionnaires du début et qui sont à la recherche du programme trotskyste. Pour ces militants, il est plus que temps de se tourner vers le programme de la tendance spartaciste internationale !

Salutations trotskystes
Lucien

Reagan...

Suite de la page 4

mais un SALT III vidé de son contenu dans lequel tout désarmement est "lié" à des concessions soviétiques, telles que par exemple sur l'Afghanistan.

Reagan a pris la précaution d'inclure Kissinger, symbole de la "détente", dans son "équipe de transition". Mais même Kissinger ne parle plus de détente : c'était un cessez-le-feu temporaire par lequel les Etats-Unis ont saisi l'occasion de se refaire une santé dans la période de l'après-Vietnam (voir *Le Bolchévick* n° 17 et n° 18).

C'est une politique agressive de guerre froide qui est impulsée par Reagan. Le plus dangereux de tout pourrait bien être la politique envers l'Europe de l'Est, particulièrement la Pologne. Bien que des "gauchistes" opportunistes essaient de prétendre que les relations entre les dirigeants des grèves de la Baltique et l'Eglise catholique ne sont que de peu d'importance, la nouvelle administration américaine qui va se mettre en place pourrait bien essayer d'exacerber les dangers de contre-révolution qui existent là-bas. (Reagan a lancé la campagne républicaine en embrassant le père du dirigeant polonais des grèves de la Baltique, Walesa, avec pour arrière-plan la statue de la Liberté). Rappelez-vous, ce sont les mêmes qui hurlèrent à la trahison quand Dulles, après beaucoup de discours sur le "refoulement" du communisme, refusa finalement d'intervenir en Hongrie en 1956. Alors que la Hongrie en 1956 était une révolution politique embryonnaire contre la bureaucratie stalinienne, et non pas la contre-révolution sociale qu'auraient souhaitée les partisans de Reagan, la Pologne pourrait bien présenter plus d'opportunités pour leurs projets de "déstabilisation".

Face à cette atmosphère de nouvelle guerre froide,

le PC américain s'est contenté de déclarations nostalgiques sur le bon vieux temps du premier accord SALT : "notre politique nationale doit revenir sur la route de la détente et de la paix", tel était le slogan de ses candidats dans les élections. Négligeant les démocrates, et leur donnant ainsi un soutien implicite, le PC a concentré ses attaques contre les républicains au nom de l'immuable "battre la droite", pièce maîtresse de son arsenal électoral. Comme l'explique très clairement un éditorial du *Daily World* (21 octobre), un vote pour le PC serait "un moyen de faire pression sur Carter et Reagan".

La campagne du Socialist Workers Party (SWP) pseudo-trotskyste, qui a commencé en 1976, n'avait rien à envier à celle du PC en matière de réformisme. Son candidat, Andrew Pulley, est un jeune qui, pour aller travailler dans son usine sidérurgique, a traversé un piquet de grève des employés du chemin de fer qui entourait l'usine. Le crétinisme parlementaire du SWP a atteint son apogée en Californie, dans le 43e district, où son candidat, Mark Friedman, affrontait au scrutin pour le Congrès Thomas Metzger, candidat officiel du Parti démocrate, mais également membre notoire du Ku Klux Klan fasciste. Dans la droite ligne de la position du SWP pour le droit d'expression en faveur des fascistes, Mark Friedman n'a pas hésité à débattre avec Thomas Metzger, allant jusqu'à critiquer le candidat républicain qui lui s'y refusa. Le SWP a même envisagé de voter pour un membre du parti démocrate.

Avec l'échec de la coalition à la New Deal des démocrates, la forme traditionnelle du front populisme américain n'a jamais eu aussi peu de prise sur la classe ouvrière depuis l'époque de Roosevelt. La politique réactionnaire de Reagan n'est pas une base sur laquelle peut se forger une nouvelle version d'un tel bloc de collaboration de classe. Les révolutionnaires cherchent à organiser la classe ouvrière contre les libéraux démocrates à l'occasion de nouvelles opportunités pour la lutte de classe et pour construire un parti ouvrier. D'un autre côté, les réformistes essaient d'ores et déjà de remettre en état leur machine de propagande pour la collaboration de classe.

Le glissement à droite d'aujourd'hui aux Etats-Unis n'est ni profond, ni irréversible. A la différence des années 50, il n'y a aucune hystérie générale anti-communiste et la classe ouvrière ne présente aucun symptôme d'un sentiment réactionnaire actif. Ronald Reagan aura son affrontement avec la classe ouvrière — et ce ne sera pas dans un isolement dans le cadre d'une élection.

Adapté de Workers Vanguard n° 268

Coleman...

Suite de la page 4

des travailleurs. (...) Il doit être remplacé par un Etat ouvrier et c'est par la révolution socialiste qu'on l'obtiendra".

Coleman a présenté son programme socialiste aux travailleurs au cours de réunions syndicales, aux portes des usines et, renouant avec la tradition socialiste, des forums aux coins des rues. L'accueil qui a été réservé à cette candidate ouvertement bolchévique témoigne des difficultés qu'ont rencontrées les bureaucrates des syndicats et les dirigeants traîtres des organisations noires à faire voter pour le Parti démocrate. Coleman fut le seul des 65 candidats à l'élection municipale à être invité par le local de San Francisco du CWA (syndicat du téléphone). Elle fut également la seule à être invitée à s'adresser aux membres d'un des syndicats des postes. Lorsque le candidat démocrate est arrivé, ils ont refusé de le laisser entrer dans la salle du meeting ! L'épine dorsale ouvrière de la campagne était composée de syndicalistes de l'ILWU (syndicat des dockers) et du CWA. Les *caucus* (fractions syndicales) qui se battent en tant que réelle opposition de classe à la bureaucratie de ces syndicats ont pu utiliser la campagne et son mot d'ordre central : "Ca suffit ! Il faut un parti ouvrier !" pour concrétiser leurs appels à la rupture avec les partis capitalistes. La réponse à la campagne de Coleman montre que la même chose aurait pu être faite sur une plus large échelle si quelques syndicats avaient coupé leurs liens avec le Parti démocrate et s'étaient ralliés à une politique ouvrière en présentant leurs propres candidats sur un programme de lutte de classe.

Les trotskystes utilisent la campagne électorale de la même façon qu'ils utiliseraient un siège dans un conseil municipal ou au Congrès : pour présenter un authentique programme prolétarien dans le cadre de la construction du parti d'avant-garde qui dirigera la révolution socialiste. Aussi important que le nombre de voix recueillies par Coleman est le nombre de nouveaux camarades qui ont rejoint ou vont rejoindre la Spartacist League ou son organisation de jeunesse, la Spartacus Youth League, autour de cette campagne. La campagne de Coleman a été un succès et représente un pas en avant, même s'il est petit, mais très important dans la voie de la construction d'un parti ouvrier de masse dans ce pays.

Adapté de Workers Vanguard n° 268

Immigrés...

suite de la page 6

Donc repousser les immigrés dans des villes gérées par des partis bourgeois ! Ils y seront encore plus vulnérables à toutes sortes de discriminations et razzias. Qu'est-ce donc, sinon un soutien honteux à leur expulsion de France ?

Et les sociaux-démocrates ?

La position du PCF a donné lieu à une petite vague d'indignation de la part de ses adversaires sociaux-démocrates. Petite, car les sociaux-démocrates ont un programme tout aussi chauvin. Jean Le Garrec, "expert" de l'immigration au PS, a déploré que "quelques municipalités de gauche soient pratiquement les seules dans le département à héberger une population étrangère dont l'importance atteint parfois 25% de la population locale" (*Le Monde*, 16 décembre 1978). Peu après les dernières déclarations des maires PCF, le maire PS d'Épinay-sur-Seine disait presque exactement la même chose (*Le Monde*, 14 novembre).

En janvier 1979, le PS a publié un programme pour l'immigration qui appelait à "un contrôle très strict des flux migratoires", contrôle exercé en fonction des besoins des exploités : l'immigration serait autorisée "si l'emploi proposé appartient à un secteur géographique ou professionnel déficitaire en main d'oeuvre".

Le programme du PS de droits politiques pour les immigrés (dans tous les cas, le droit de vote ne serait accordé qu'au niveau municipal) ne concerne qu'une étroite minorité, ceux qui auront le droit de rester : "il serait irresponsable de laisser croire que tous les étrangers qui arriveraient en France seraient mis en situation régulière". En pratique, la social-démocratie n'est pas moins empressée que les stalinien à faire partir les travailleurs étrangers indésirables pour les capitalistes : il suffit de se rappeler les expulsions périodiques d'immigrés par le SPD allemand au pouvoir, ou le maire PS de Marseille, Deferre, qui négocie leurs expulsions directement avec le gouvernement algérien ! Quand le PS demande une force de police spéciale pour contrôler l'immigration, il est clair qu'elle serait utilisée pour expulser.

Quant à la CFDT qui applaudit à la sur-exploitation des immigrés ("Leur emploi semble bien avoir permis de réaliser les investissements de modernisation effectués" [*CFDT Aujourd'hui*, mai-juin 1978]), elle appelle simplement à une "planification démocratique" et à ce que "les moyens employés doivent

négatifs — leur absence de liens avec la société bourgeoise où ils travaillent et sa bureaucratie ouvrière. Mais cela ne fait pas d'eux une "avant-garde inconsciente". Ils se sentent généralement moins concernés par le futur politique du pays où ils vivent que les travailleurs indigènes. Certains ont l'ambition petite-bourgeoise classique de mettre de côté un peu d'argent pour rentrer au pays ouvrir un commerce. Gagner une partie de la classe ouvrière, quelle qu'elle soit, à la conscience révolutionnaire, exige une lutte constante pour le programme trotskyste et son incarnation en termes d'organisation.

Comme l'a fait remarquer *Le Nouvel Observateur* (8 décembre) : "En cette année de recul syndical et de relatif calme social, les seules grèves dures et souvent réussies ont été menées de bout en bout par des immigrés : éboueurs, sans-papiers du Sentier, ouvriers du TGV et, toujours en cours, les grèves des loyers des résidents des 'foyers' de la Sonacotra". La combativité des travailleurs immigrés est bien trop souvent désynchronisée par rapport au reste de la classe. Ceci, associé à leur position légale précaire (ou inexistante) et à la politique traître des directions réformistes, les rend vulnérables à la répression bourgeoise.

Les révolutionnaires doivent se battre pour leur intégration véritable dans les organisations de masse et les luttes du prolétariat français. Le mouvement ouvrier doit être mobilisé pour les défendre. Mais ce n'est pas uniquement une question d'éducation des ouvriers un par un contre les maux du racisme. C'est avant tout dans les périodes de montée massive des luttes que le racisme parmi les travailleurs français a été combattu avec succès. Approfondir la conscience internationaliste de la classe ouvrière française fait partie du combat pour balayer les bureaucrates des syndicats et y établir une direction révolutionnaire. L'OCI, qui a *par principe* abandonné la construction d'une opposition communiste dans les syndicats, ou la LCR, dont l'intervention syndicale consiste à suivre les eurocommunistes et les sociaux-démocrates de "gauche", sont des obstacles à un tel combat.

La politique léniniste à l'égard de l'immigration

La LCR et le reste de l'"extrême gauche" emploient communément le slogan "ouverture des frontières" ou d'autres revendications qui *plaident pour* une immigration illimitée. De telles conceptions utopiques sont une capitulation au nationalisme tiers-mondiste.

Manifestement le droit d'émigrer d'un Etat-nation dans un autre est un droit démocratique individuel fondamental. Cependant, appliqué à une suffisamment grande échelle, le droit à l'immigration peut empiéter sur un autre droit démocratique, l'autodétermination nationale. Tout en soutenant de façon conséquente les droits démocratiques, les léninistes ne doivent pas tomber dans le piège de plaider en faveur de projets utopiques de capitalisme "égalitaire" et "rationnel". Des droits démocratiques qui s'opposent ne peuvent pas être résolus dans le cadre du capitalisme, mais uniquement par la révolution socialiste qui créera la base matérielle et sociale à la protection et à l'accroissement des droits démocratiques de tous les opprimés.

A une échelle suffisamment grande, des flux d'immigration pourraient effacer l'identité culturelle

des pays d'accueil. Des exemples évidents de la contradiction entre immigration illimitée et droit à l'autodétermination existent pour les Turcs à Chypre, ou le fameux "droit du retour" sioniste fondé sur l'expulsion des Palestiniens de leur patrie. "Ouvrez les frontières" est aussi le slogan de l'impérialisme français pour la Martinique et la Guadeloupe ; près de la moitié de la population indigène (700.000 personnes environ) est en France, alors que le gouvernement accroît l'envoi de fonctionnaires blancs pour affermir son emprise sur ces îles. L'étape finale de ce processus pourrait être la dissolution de la population locale pour maintenir le régime colonial.

Qui plus est, s'il y avait une immigration illimitée en Europe, l'afflux de population du bassin méditerranéen tendrait à dissoudre l'identité nationale de petits pays comme la Hollande ou la Belgique. A n'en pas douter, nos adversaires objecteront que ces pays sont des puissances impérialistes (de second ordre). Ceci, pourtant, ne signifie pas qu'ils sont déchus de leur droit à l'autodétermination pour toujours. Le refus de nos opposants d'accorder le droit d'autodétermination à des peuples "opresseurs" (comme les Israéliens) découle de la conception moraliste qu'il y a de "bons" et de "mauvais" peuples, les seconds étant privés de tout droit démocratique. Par contre Lénine, en oppo-

sition à un courant ultra-gauche (ce que nos adversaires ne sont pas), a déclaré que dans certains cas les révolutionnaires défendent les droits nationaux de tels pays. L'immigration sans restrictions n'est pas une solution positive à la pauvreté dans le monde. Actuellement les ressources économiques ne suffisent pas pour satisfaire les aspirations matérielles de l'humanité ; une politique de nivellement à l'échelle mondiale ne ferait qu'intensifier les conflits entre classes ouvrières de divers pays.

Aujourd'hui, ce qui est nécessaire et possible, c'est une campagne pour une véritable solidarité ouvrière internationale — contre la répression, pour le droit d'organiser des syndicats dans les pays arriérés et (dans certaines industries) la formation de syndicats vraiment internationaux.

Refuser de plaider pour l'immigration illimitée, comme revendication politique immédiate, évidemment ne veut pas dire soutenir la politique d'immigration des Etats bourgeois, qui non seulement ne défend pas simplement des droits nationaux, mais encore est nécessairement chauvine et oppressive. Il serait inexcusable pour une fraction parlementaire trotskyste de voter pour un quelconque contrôle de l'immigration, aussi "libéral" soit-il. La ligne entre le social-chauvinisme réformiste et l'internationalisme prolétarien doit être tracée par l'exigence des droits de citoyenneté entiers et immédiats pour les travailleurs immigrés, en situation légale ou non.

Dans la lutte pour les pleins droits démocratiques le mouvement ouvrier doit soutenir le droit des travailleurs étrangers à rester dans le pays, contre toute expulsion pour activité politique ou syndicale, chômage, etc. Ils doivent aussi gagner un salaire égal à celui des autres travailleurs ; habiter dans des logements au loyer et au confort comparables à celui des travailleurs français ; avoir droit aux mêmes services sociaux (allocation-chômage, sécurité sociale, etc.) ; avoir toute facilité pour apprendre le français (et là où le taux d'immigrés est relativement élevé une deuxième ou troisième langue doit être instituée).

En outre, le programme de revendications démocratiques doit être lié au Programme de Transition (en particulier l'exigence de l'autodéfense ouvrière), conduisant à l'instauration du *gouvernement ouvrier*, qui accordera à tout prolétaire étranger les mêmes droits qu'aux prolétaires français et qui, détruisant le capitalisme, créera les conditions du développement des forces productives. Seulement sous le socialisme l'immigration illimitée et la destruction des frontières nationales deviendront réalité. La réponse aux conditions sociales désespérées des masses paupérisées du "tiers-monde" ne réside pas dans un billet pour les USA ou l'Europe occidentale, mais dans la révolution socialiste internationale, précondition nécessaire à la réorganisation de la société en libérant les forces productives des entraves de la propriété privée. ■

Promesses...

suite de la page 1

chez soi. Le mot d'ordre du PCF semble être "une journée d'action pour chacun", mineurs, sidérurgistes, cadres et ingénieurs, fonctionnaires, etc., et pourquoi pas les ménagères ? Les attaques justes de la CGT contre le "recentrage" manifestement patronal de la CFDT sont la réplique de l'éclatement de l'union de la gauche au niveau syndical. La CGT dénonce la CFDT mais ne fait rien non plus pour "développer les luttes". Et comme on pouvait s'y attendre les pseudo-trotskystes de la LCR et de l'OCI jouent "dans la lutte" le même rôle qu'ils tenaient déjà au moment de l'éclatement de l'union de la gauche : les perroquets de l'"unité". Les traîtres eurocommunistes et leurs garçons de course soi-disant trotskystes ont proposé "l'union dans les luttes" — une pétition qui n'est rien d'autre qu'un cheval de Troie pour le PS et une version au goût du jour d'un "front populaire de combat".

L'exemple le plus grossier de ce que Marchais veut réellement dire quand il parle de se ranger du côté des luttes ouvrières est donné par l'attitude de son collègue italien Berlinguer dans la récente grève de la Fiat (voir l'article "Le PC italien poignarde la grève de la Fiat" dans ce numéro). Berlinguer lui aussi parlait de combativité syndicale, mais la grève de la Fiat a été une défaite massive pour la classe ouvrière italienne. Pourtant *l'Humanité* a salué cette défaite comme une victoire à l'italienne. On y lit que l'accord de la Fiat :

"(...) reconnaît le rôle du syndicat. Celui-ci, en effet, garde le contrôle des mesures qui seront prises en vue d'une certaine réduction du personnel (cette position du syndicat ne peut se comprendre que dans le strict contexte de la FIAT et de l'Italie)." — *l'Humanité*, 17 octobre

Malgré le désaveu tout formel, les bureaucrates stalinien français assimilent les leçons de la Fiat : une rhétorique militante pour préparer l'acceptation de la défaite massive, comme le montre la "lutte" du PCF dans la sidérurgie l'année dernière.

Les bureaucrates croient qu'ils peuvent ouvrir ou

suite page 11



perdre leur caractère essentiellement répressif". Déportation autogérée ! Les volontaires, levez le doigt !

Une «avant-garde immigrée» ?

Pour la plupart de l'"extrême gauche", le choix s'est posé entre capituler au chauvinisme des bureaucrates, ou applaudir des groupes isolés d'immigrés, divisés par nationalités, en tant que groupes de pression hors des syndicats. Le colportage unitaire actuel des pseudo-trotskystes représente clairement la première solution ; l'"unité" des appareils bureaucratiques chauvins ne risque pas de profiter aux ouvriers immigrés !

Mais le travail antérieur de la LCR était également une déviation de l'internationalisme trotskyste. Son soutien aux groupes d'immigrés comme composante de l'"avant-garde" large n'était guère différent de l'intervention des maoïstes et des sectes ultra-gauches, intervention qui n'est qu'un substitut au combat pour gagner au programme révolutionnaire le prolétariat français, plus ou moins ouvertement considéré comme une aristocratie ouvrière corrompue.

Dans une large mesure, la combativité de beaucoup de travailleurs immigrés repose sur des aspects

Fiat...

suite de la page 12

Pour faire avaler ce désastreux accord pourri à des travailleurs qui durant 35 jours avaient défendu leurs piquets de grève, la bureaucratie syndicale a dû lancer toutes ses forces dans la bataille. Néanmoins, d'après les chiffres publiés par l'*Unità* (17 octobre), journal du PCI, l'accord a été rejeté dans les réunions des équipes de l'après-midi avec une majorité de 55 à 90%, alors qu'il était approuvé dans les équipes du matin par une "majorité" comprenant des contre-maîtres et des cols blancs non-grévistes. Le premier jour, les bureaucrates empêchèrent une réunion de délégués de la Fiat de voter officiellement pour repousser l'accord. A l'extérieur de l'usine, quelques gros bonnets syndicaux essayèrent de faire passer l'accord, et ils eurent du mal à en réchapper. Le chef de la CGIL, Lucio Lama, membre du PCI, et le dirigeant social-démocrate de l'UIL, Giorgio Benvenuto, furent menacés, alors que Pierre Carnitti, dirigeant de la CISL démocrate-chrétienne, se faisait rosser à coups de poing, de pied et de parapluie devant Mirafiori, deux voitures dans lesquelles il tentait de s'échapper étant endommagées (*Corriere della Sera*, 17 octobre).

La presse bourgeoise italienne et internationale a évidemment applaudi la conclusion de la grève, qui représente une victoire considérable pour les Agnelli, et a aussi jugé qu'elle constituait une défaite pour le PCI, qui avait mis son poids dans la balance. "Victoire pour les patrons", titrait le journal conservateur britannique *Economist* (25 octobre), alors que *Business Week* (3 novembre), journal américain, commentait que "l'accord spectaculaire chez Fiat le 17 octobre pourrait replacer fermement l'industrie italienne dans les mains de ses patrons après une décennie de puissance syndicale croissante, de grèves continuelles, et de quasi-chaos industriel". Tout ça dépend des leçons que tireront de cette défaite les couches avancées de la classe ouvrière italienne. Ce qui est certain, c'est que pour la première fois depuis 1969, le patronat italien peut en fait imposer le chômage à des dizaines de milliers de travailleurs. Et il s'efforcera certainement de suivre l'exemple de la Fiat.

La crise de la direction

L'accord traître résulta de l'absence d'un programme pour gagner la grève de la part des syndicats et du PCI. Et ceci était évident pour les patrons dès le premier jour du conflit. Comme l'a noté *Business Week*, "Certains éléments permettent de penser que Fiat peut gagner le présent conflit, ou au moins imposer un compromis. Les dirigeants syndicaux, préoccupés par l'état précaire des finances de la société et la récession italienne qui s'approfondit, n'ont pas fait d'obstruction systématique (...)" Au lieu de cela, ils mirent en avant des propositions telles que la rotation des licenciements, que Fiat avait déjà promue l'an dernier ! Pendant ce temps, durant les dix-huit mois écoulés, au corso Marconi, la direction a pu facilement se préparer pour porter un coup réel au syndicat.

Après la fin de la lutte sur la convention collective des métallurgistes en juin 1979, la Fiat a renvoyé, en octobre, 61 des militants les plus combattifs, connus pour leur rôle dirigeant dans des luttes ouvrières. Les syndicats et le PCI se sont tenus, criminellement, à l'écart, affirmant que les travailleurs réprimés n'étaient rien d'autre que des "saboteurs" et des "extrémistes" (un seul des licenciés appartenait au Parti communiste). Tout en appelant sans enthousiasme à une grève de protestation, (qui fut cependant suivie par un quart des travailleurs), la bureaucratie a tenté de se laver les mains de toute l'affaire, prétendant que "la base ne suivra pas dans cette grève". Pourtant, dans les usines, les choses devenaient plus dures pour les travailleurs, accusés d'"absentéisme" à grande échelle. Rien que cette année, ils sont des dizaines à avoir été renvoyés pour des "cas individuels d'absentéisme", sans que les syndicats ne bougent le petit doigt.

Au cours de la campagne de répression dans l'entreprise qui se poursuit depuis avril 1979, plusieurs centaines de militants de gauche ont atterri en prison, accusés d'être des terroristes, d'avoir "été com-

plisés" ou simplement d'être des amis ou parents d'autres prisonniers. Dans ce contexte, un certain nombre de travailleurs de la Fiat furent arrêtés, et l'un d'entre eux tué (il était soupçonné d'être membre des Brigades rouges ou d'un autre groupe de guérilla). Cela a permis aux patrons de faire l'équation : "travailleur combattif égale terroriste". Bien sûr les syndicats n'ont pas levé le petit doigt, sauf pour attaquer le "terrorisme". Alors que les trotskystes s'opposent au terrorisme individuel impuissant des Brigades rouges et autres — un programme petit-bourgeois qui désespère de pouvoir mobiliser le prolétariat —, nous les défendons contre la répression de l'Etat impérialiste sanguinaire. En contraste, les faux communistes du PCI et les bonzes syndicaux ont fait de la défense de la bourgeoisie contre les attaques des terroristes de gauche une de leurs tâches principales.

En même temps, ils rejoignent Agnelli et Cossiga pour imposer l'"austérité" à la classe ouvrière. La politique officielle des syndicats dans les dernières années a été la "ligne EUR", un programme de "paix sociale" défini par Lama dans son fameux interview à *la Repubblica*:

"(...) le syndicat propose aux travailleurs une politique de sacrifices, non pas marginaux mais substantiels (...). Souvenons-nous que les entreprises, quand il est prouvé qu'elles sont en crise, ont le droit de licencier."

En 1977, quand la politique d'"unité nationale" (un front populaire sans portefeuille ministériel) était à son apogée, le leader du PCI Enrico Berlinguer en personne proclama que "l'austérité est une occasion de renouveau, de transformation de l'Italie". Cette criminelle attaque contre les acquis du mouvement ouvrier, Berlinguer sentait que c'était le prix à payer pour attirer les démocrates-chrétiens, éternellement au pouvoir, dans un "compromis historique" avec les communistes en acceptant de partager quelques-uns de leurs portefeuilles ministériels et de leurs parraïnges gouvernementaux. Une telle trahison ne porta cependant pas ses fruits ; aussi le PCI se porte-t-il aujourd'hui à la tête des luttes ouvrières. "Nous nous battons avec vous jusqu'au bout : pas un seul licenciement", a déclaré Berlinguer aux travailleurs de la Fiat. Mais en même temps ils ont tenté de mettre un frein à la combativité.

Cela a été clair sur la question d'occuper les usines, tactique cruciale dont ont discuté les délégués des conseils d'usine à Turin dès le premier jour de la grève. S'adressant à une assemblée ouvrière devant l'entrée n° 5 de Mirafiori, Berlinguer a même repris cette revendication : "Si les négociations n'aboutissent pas, il sera nécessaire de penser à des méthodes plus dures de lutte y compris les occupations (d'usine)". Mais s'ils ont ainsi joué avec le feu, les dirigeants du PCI ont su éteindre les flammes : ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir, avant et après le discours démagogique de Berlinguer, pour empêcher l'occupation d'une seule des usines de la Fiat. Ils ont été rejoints en cela par les directions syndicales, depuis la CGIL/CISL/UIL jusqu'à la FLM de Bruno Trentin, et même la FLM de Turin, habituellement considérée comme le rocher de Gibraltar de la "gauche syndicale".

Un programme pour la victoire

L'incapacité à réagir à l'attaque frontale d'Agnelli contre les acquis du mouvement ouvrier a révélé une fois encore la crise flagrante de direction révolutionnaire. Contre le chaos économique et la destruction engendrée par le capitalisme agonisant, en Italie aujourd'hui la nécessité d'une économie planifiée basée sur la propriété collectivisée est posée de façon brûlante. Pourtant, encore une fois, comme lors des occupations d'usine à Turin de 1920 et de l'"Automne chaud" de 1969, le mouvement ouvrier n'a pas réussi à dépasser une version syndicaliste du réformisme combattif, et à affirmer sa volonté de gouverner. Exiger toujours "plus" revient à déclarer la grève permanente où les travailleurs continuent à recevoir une paie et où la petite-bourgeoisie devient de plus en plus désespérée. Prolonger cette situation impossible produira simplement un mouvement fasciste important, les capitalistes insistant sur la nécessité impérieuse de détruire le cadre démocratique-bourgeois pour restaurer la "rentabilité". C'est clairement ce à quoi pourrait mener la marche anti-syndicale pour la reprise du travail, à la Fiat, de bien mauvais augure ; c'est pourquoi Berlinguer et Cie ont battu en retraite, paniqués.

Nulle part la nécessité du Programme de Transition trotskyste pour la révolution prolétarienne n'apparaît avec plus d'évidence. La grève de la Fiat débute comme un conflit syndical, mais pour réussir, une politique lutte de classes fait sentir sa nécessité de façon pressante, conduisant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Contre l'inflation galopante et les licenciements massifs qui paraissent imminents, l'"indexation" actuelle des salaires et l'assurance-chômage sont complètement inadéquates. Ce qu'il faut, c'est une véritable échelle mobile des salaires et des heures de travail, élargie aux salariés qui sont jusqu'ici non syndiqués. Plutôt que les "syndicats

de conseils d'usine" (*sindacati dei consigli*), synthèse hybride, contradictoire, des "acquis de 1969", les communistes doivent exiger l'application du *contrôle ouvrier*, c'est-à-dire du double pouvoir au niveau de l'usine. Et au lieu de la "participation" du PCI au gouvernement pour renforcer l'Etat bourgeois instable avec les "mains propres" du front populaire, il faut un *gouvernement ouvrier* des soviets. Il n'en faudra pas moins pour exproprier la Fiat, phare du capital privé italien.

Ce programme révolutionnaire doit aussi se refléter dans les moyens de lutte. Un parti trotskyste aurait exigé que des occupations d'usine soient organisées depuis le début de la lutte. La combativité étant alors au plus haut niveau. La production aurait dû être stoppée dans toutes les usines de la Fiat, pas seulement dans le secteur auto-moteur mais aussi dans les usines de sidérurgie et d'aviation. Les ouvriers de la métallurgie de Turin auraient dû être mis en grève illimitée, qui aurait dû ensuite être étendue à toutes les autres catégories d'ouvriers de la capitale de l'automobile et à tous les métallurgistes du pays. Si cela n'avait pas suffi pour mettre à genoux cette bande de patrons tyranniques, les trotskystes auraient appelé le mouvement syndical italien à se préparer à la grève générale — non pas ces gestes de protestation d'une journée (ou même d'une heure) dont raffolent tant les réformistes, mais une véritable mobilisation totale des travailleurs de la Fiat et du reste du prolétariat pour une épreuve de force avec un ennemi de classe qui veut sa peau.

Il aurait fallu constituer de solides milices ouvrières, en outre, pour écraser dans l'oeuf toute provocation des fascistes et des bandes armées de l'Etat bourgeois visant à briser la grève. Mais qui pouvait mener cette bataille ? Certainement pas les bureaucrates syndicaux vendus ou les opportunistes de gauche à leur traîne. Pas plus qu'on ne pouvait laisser entre leurs mains la tâche de négocier avec les représentants des patrons : les négociations auraient dû être menées non à Rome mais à Turin, sous la surveillance des grévistes. Etait nécessaire un comité national de grève élu, dont les membres seraient responsables devant les assemblées de grévistes. Ainsi les "conseils ouvriers" créés en 1969, mais d'un fonctionnement lourd, et bureaucratisés depuis (il y a 800 délégués au *consiglio* de Mirafiori), pouvaient être ranimés ou remplacés, conduisant à des organes de type soviétique de démocratie prolétarienne directe.

Si toutes les forces du prolétariat italien avaient été engagées dans la bataille, la Fiat aurait cédé rapidement, avant même peut-être que se produise une grève générale à l'échelle nationale. C'est par une telle mobilisation de la classe ouvrière que les forces centrales de l'Etat bourgeois — l'armée — auraient été ébranlées, et finalement scissionnées. Une défaite retentissante des géants de l'automobile par une classe ouvrière sûre de sa puissance aurait ouvert une situation pré-révolutionnaire. Il est certain que c'est cela qui inquiétait les bureaucrates, qui chercheront à préserver le régime capitaliste par tous les moyens. Néanmoins, même en l'absence d'une direction révolutionnaire reconnue, un noyau trotskyste implanté dans la Fiat aurait cherché à défendre et à étendre les acquis des travailleurs, organisant sur la base du Programme de Transition, non une vague "gauche syndicale", mais une véritable opposition lutte de classes, qui puisse finalement triompher des réformistes en tirant les leçons de leurs trahisons.

Une opposition révolutionnaire ?

Où se tourner pour trouver une telle opposition aux Lama et Berlinguer ? Dans le passé, toute une gamme de groupes de gauche a fait sentir sa présence à la Fiat, et ceci inclut des organisations de taille appréciable à la gauche du PCI. Mais, durant la période 1969-1975, il y a eu des modifications significatives de la carte politique à la Fiat, la plus notable étant la disparition de Lotta Continua (LC), groupe centriste qui à différentes étapes a incarné l'esprit combattif de la base des métallurgistes. La faillite totale du spontanéisme, l'incapacité de LC à rompre avec la politique mao-stalinienne de front populaire, ses hésitations sur le problème des délégués — tout cela a contribué à gaspiller une grande force potentielle, démoralisant des milliers de militants qui avaient espéré trouver dans LC une alternative à la ligne de collaboration de classes du PCI. Aujourd'hui, ce qui en reste a gravité vers les crétinistes parlementaires de Democrazia Proletaria (qui n'ont fourni aucune direction à des luttes comme celles de la Fiat), se comporte simplement comme des porte-parole de la "gauche syndicale", et voit son score électoral décliner d'année en année.

A l'intérieur du Parti communiste, l'attention a été attirée par un groupe lâche de militants baptisés "Afghans" à cause de leur soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan contre les réactionnaires musulmans soutenus par l'impérialisme, contrastant avec la ligne eurocommuniste officielle alignée sur la campagne belliciste antisoviétique de l'OTAN et des USA.

Brochure de la Lega Trotskista d'Italia saluant l'intervention soviétique en Afghanistan

Prix : 1000 Lire

Pour toute commande:

Walter Fidacaro
C.P. 1591
20100 Milano
Italie



Dans la lutte sur l'échelle mobile des salaires en juillet, ces militants ont livré bataille de façon dure, particulièrement à Gênes et Milan, contre la tentative du gouvernement de réduire les salaires avec *l'avol des syndicates*. Mais comme les huiles du PCI virent qu'ils avaient intérêt à tirer profit politiquement de l'agitation des travailleurs contre le cabinet "Cossiga bis", les dissidents "Afghans" ne faisaient que s'inscrire dans la tentative de Berlinguer de renchérir sur les dirigeants syndicaux de plus en plus impopulaires (résultat : le prétendu procès Lama, dans lequel le dirigeant de la CGIL fut appelé à la barre au cours d'une réunion de la direction du PCI cet été). Et quand Mr Eurocommunisme lui-même marmonna quelques mots creux sur les occupations d'usine, la gauche du PCI n'avait rien à dire.

Pendant la grève de Fiat, les leaders traîtres du Parti communiste répondirent à la pression de leurs propres militants menacés de licenciement, et partirent de là pour essayer d'utiliser la lutte comme un moyen de pression sur le gouvernement, pour démontrer que "l'Italie est ingouvernable sans la participation du PCI". Bien sûr, le jour après le discours "dur" de Berlinguer à Mirafiori, le gouvernement est tombé. Ce que n'a pas fait le PCI, c'est essayer de gagner la grève. Un parti trotskyste véritable aurait cherché à profiter de cette position contradictoire pour enfoncer un coin entre le réformisme défaitiste des dirigeants stalino-togliattistes et l'esprit combatif de la base du PCI. Or *il y avait* à la Fiat une organisation qui se prétend trotskyste — la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), qui appartient au Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel qui se fait passer de façon tout à fait fallacieuse pour la Quatrième Internationale. Mais la LCR a failli quand il s'est agi de présenter un programme contrant les trahisons des bureaucrates ; au lieu de cela, elle a remplacé la clarté révolutionnaire par un suivisme opportuniste.

Dans les assemblées de grève, la LCR était autorisée à parler comme un des partis politiques reconnus, et ses affiches étaient bien visibles tout autour de la capitale italienne de l'automobile. Cependant, ce qu'ont dit ces pseudo-trotskystes aux travailleurs de la Fiat, c'était d'appuyer les "positions très claires" des dirigeants de la FLM de Turin (*Bandiera Rossa*, 5 octobre). Et que disaient-elles ? De "continuer les mobilisations et de maintenir les formes et les niveaux de lutte des derniers jours". Juste après la manifestation nationale des métallurgistes et du cinéma de Berlinguer à Mirafiori, avec une combativité encore forte chez les grévistes, rien de suprenant que les bureaucrates locaux aient souhaité "maintenir le niveau des luttes". Mais cette politique statique était-elle un programme pour la victoire ?

Les résultats catastrophiques parlent d'eux-mêmes. Après les événements, bien sûr, *Bandiera Rossa* (16 novembre) critique un "document pleurnichard" signé par 25 représentants de la "gauche syndicale" de Turin, l'accusant de répéter simplement "la ligne politique qui a amené les travailleurs sans préparation politique à la confrontation et qui est à l'origine de leur défaite soudaine". Qu'est-il donc arrivé à ces "positions très claires" et ces "décisions positives qui sont soutenues et appliquées" seulement quelques semaines auparavant ?

Au niveau syndical, le centre de l'agitation de la LCR a été un appel fétichiste à "35 heures de travail pour 40 heures payées". C'est transformer la revendication de transition trotskyste d'échelle mobile des salaires et des heures de travail en une banale exigence réformiste. Comment donc l'appel à la semaine de 35 heures mène-t-il irrévocablement à "l'unique conclusion finale : la conquête du pouvoir par le prolétariat" ? Il ne le fait pas, et il n'a menerait pas même assez d'emplois supplémentaires pour compenser le licenciement par Fiat d'un cinquième de sa main-d'œuvre. En fait, cette revendication a été soulevée par la social-démocratie européenne et même par le syndicat des métallurgistes ouest-allemands au cours des élections au "Parlement" de Strasbourg l'an dernier. Ainsi, pour le SU, le mot d'ordre de la semaine des 35 heures est une façon de faire cause commune avec la bureaucratie réformiste. Au niveau politique, ce suivisme s'est incarné dans l'appel constant de la LCR à l'"unité PCI-PSI" et à un "gouvernement PCI-PSI". Encore une fois, c'est une caricature réformiste et parlementariste du mot d'ordre bolchévik-léniniste de gouvernement ouvrier.

Dans des périodes comme l'automne de 1969 — au début d'une situation pré-révolutionnaire, avec des embryons de double pouvoir qui apparaissaient dans les usines du nord —, il aurait été possible à des révolutionnaires de soulever l'appel à un gouvernement PCI-PSI-PSIUP-syndicats basé sur les conseils d'usine et responsable devant eux, pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Un tel appel exprimerait clairement que concrétiser le mot d'ordre de gouvernement ouvrier implique d'exiger que les dirigeants actuels de la classe ouvrière rompent avec le parlementarisme et gouvernement sur la base des organes de pouvoir prolétarien. Ainsi ce mot d'ordre peut être un levier tactique décisif pour les trotskystes dans le but de scissionner les partis ouvriers bourgeois sur un axe de classe, entre la base prolé-

tarienne qui cherche la révolution socialiste et les dirigeants ouvriers pro-capitalistes. Mais mettre en avant ce mot d'ordre de "gouvernement PCI-PSI" dans des conditions de fonctionnement normal du régime bourgeois parlementaire, c'est simplement capituler devant les illusions dans les staliniens et les sociaux-démocrates — et ce qui est pire, discréditer le trotskysme aux yeux des travailleurs avancés. Qui plus est, à un moment où les réformistes eux-mêmes parlent de "gouvernement de gauche", le mot d'ordre de la LCR, s'il était réalisé, serait simplement l'antichambre d'un front populaire.

Critiquant occasionnellement la LCR sur la gauche, le Gruppo Bolscevico Leninista (GBL), nettement plus petit, s'est engagé dans un "travail de masse" bidon pendant la grève de la Fiat ; ce genre de travail, chez les centristes, remplace habituellement la lutte acharnée sur le programme bolchévique. Dans un tract distribué au cours de la "grève générale" de quatre heures du 10 octobre, le GBL n'a pas mentionné une seule fois la LCR, généralement considérée dans la région de Turin comme "les trotskystes", *ni même le Parti communiste*, (ou aucune autre organisation politique). La principale revendication de ce regroupement ouvrier était la "nationalisation de la Fiat sans compensation sous contrôle ouvrier". Ce mot d'ordre n'est qu'une couverture de gauche aux projets sociaux-démocrates classiques pour soutenir le capitalisme décadent aux frais des travailleurs. Le GBL, semble-t-il, aimerait que le prolétariat italien ait sa propre version de British Leyland : augmentation des cadences et licenciements ! Sans parler du fait qu'il ne faudrait rien de moins que la révolution prolétarienne pour exproprier ce bastion du capital privé italien.

Pour un parti trotskyste!

A la suite de cette amère défaite — que certains dirigeants syndicaux essayent néanmoins de présenter comme une "base raisonnable" pour un accord — les travailleurs doivent se préparer aux luttes qui s'annoncent, à la Fiat et dans tout le pays. Les dirigeants syndicaux traîtres et leurs complices du PCI prétendent que la vraie "base syndicale" est représentée par le défilé des contremaîtres et des jeunes, que ce qui est nécessaire est un "nouveau EUR" où la classe ouvrière ferait des sacrifices encore plus importants pour les bénéfices des patrons. Mais, si une bataille a été perdue, par la faute du défaitisme et du sabotage, la guerre n'est pas finie. Toute tentative d'expulser des militants de gauche des syndicats doit être repoussée ; les conseils d'usine doivent continuer d'inclure les travailleurs licenciés. Toute tentative de remplacer des réunions syndicales par des référendums pseudo-démocratiques (votes par correspondance) doit être combattue. Les militants lutte de classes doivent se battre pour une véritable échelle mobile des salaires pour remplacer l'escroquerie actuelle de la "contingenza" ; et pour une réduction du temps de travail hebdomadaire sans perte de salaire, pour procurer un emploi à tous — les licenciements doivent être stoppés par une action de grève nationale.

La vraie réponse, ce n'est pas la passivité et les sacrifices mais le regroupement des militants les plus conscients et combatifs autour d'un programme de lutte de classes conséquente, le programme trotskyste de transition pour la révolution prolétarienne. A la suite de cette défaite, le prolétariat italien trouvera sans doute sur son chemin une foule d'aspirants bureaucrates cherchant à évincer les bonzes discrédités les plus directement responsables de la débâcle chez Fiat. Beaucoup seront sans doute des dirigeants locaux des métallurgistes, connus pour leur désaccord avec la ligne EUR ; parmi eux, il y aura des responsables qui ont joué un rôle honorable et combatif dans la lutte. Mais tant que ces nouveaux aspirants dirigeants n'arriveront pas à saisir les leçons *politiques* des batailles de classes des dernières années, tant qu'ils n'auront pas complètement rompu avec toutes les formes de la collaboration de classes (que ce soit le "compromis historique" ou l'"unité de la gauche"), eux aussi succomberont inévitablement à la puissante pression exercée par les capitalistes et leurs larbins ouvriers.

La combativité dont a fait preuve la classe ouvrière italienne plusieurs fois dans les douze dernières années n'a pas produit une direction du même niveau qualitatif. Pas plus que la lutte militante ne suffira à elle seule à produire une telle direction. Pourtant les conditions de la construction rapide d'un parti bolchévique-léniniste (trotskyste) sont réunies. Le mouvement de 1969 a eu pour conséquence en Italie la croissance des groupes centristes la plus importante de toute l'Europe occidentale : ils regroupaient des dizaines de milliers de militants qui cherchaient à rompre avec l'impasse réformiste du PCI. C'était aussi le foyer du guérillisme urbain "prolétarien" à la manière des Brigades rouges, engendré également par la déception des gauchistes dans le communisme bidon de Berlinguer et Cie. Le Programme de Transition trotskyste est crucial pour casser l'emprise du front-populisme et l'influence du désespoir terroriste. C'est la tâche des trotskystes de gagner les ouvriers

les plus avancés à un programme de lutte de classes qui balaie les limites imposées par les dirigeants ouvriers traîtres, les patrons et l'Etat capitaliste. Seule une dictature révolutionnaire du prolétariat, un gouvernement ouvrier, peut sortir l'Italie de son chaos politique et économique actuel. Pour un Octobre italien, préparé par un parti trotskyste armé du programme bolchévique-léniniste, construit dans la lutte pour reforger la Quatrième Internationale ! C'est à ce but que la Lega Trotskista d'Italia, section sympathisante de la tendance spartaciste internationale, consacre son combat.

Adapté de Workers Vanguard n°370

Promesses...

suite de la page 9

fermer les vannes de la lutte de classes comme un vulgaire robinet d'eau chaude. Mais ils savent aussi que s'ils l'ouvrent trop fort, il y a une possibilité réelle d'une mobilisation ouvrière les débordant. C'est pourquoi aujourd'hui ils ne peuvent permettre une mobilisation y compris au niveau de la marche des sidérurgistes du 23 mars 1979.

Les staliniens sont "entrés en lutte" pour "protéger" la classe ouvrière *française* aussi sur d'autres terrains. Dans le contexte de la concurrence capitaliste internationale, le PCF crie "produisons français" qui veut dire simplement "exploitons français". Pour y ajouter une couleur populiste le PCF vient récemment de soutenir la bataille pour le pastis contre l'alcool étranger — "buvons français". Mais derrière le chauvinisme et le protectionnisme (contre les voitures japonaises, l'acier allemand, et même contre le vin italien et les tomates espagnoles) ce qu'il y a vraiment c'est le soutien à la politique impérialiste et colonialiste. Quand les ministres staliniens couvraient les massacres de Sétif et Madagascar après la deuxième guerre mondiale, ils montraient où conduit la politique du PCF : "tuons français".

La dernière version du programme électoral de Marchais, le "plan de lutte", demande de "stopper l'immigration officielle et clandestine". Même un parti ouvertement réformiste comme le PCF n'a pas besoin d'avancer un tel mot d'ordre. Après tout le PCF pourrait très bien servir son crétinisme parlementaire en demandant les pleins droits civiques pour les ouvriers immigrés, y compris le droit de vote... pour élire plus de députés du PCF et renforcer la CGT parmi les ouvriers de Renault et les mineurs de Lorraine. Mais le PCF est tellement occupé à "ne pas effrayer les classes moyennes" qu'il choisit la solution la plus réactionnaire. Marchais a raison quand il se présente comme le digne continuateur de Thorez et de son fameux rejet de la lutte de classes : "Nous ne sommes pas le parti du poing levé, nous sommes le parti de la main tendue, le parti de l'union". Exact. La main tendue... vers la bourgeoisie.

Avril 81. PCF peut-être.

Pour leurs propres raisons bureaucratiques, les staliniens se sentent contraints de mener campagne contre le front populaire, contre leur propre politique de collaboration de classe d'hier... et de demain, contre les efforts du PS aujourd'hui et des pseudo-trotskystes, qui servent ses intérêts, pour un nouveau front populaire même sous la forme "l'union dans les luttes". Aujourd'hui le PC se déclare solidaire des luttes ouvrières pour mieux les trahir demain. Mais la question cruciale est que Marchais se présente comme un candidat ouvrier indépendant. Si le PC continue son cours actuel nous voterons Marchais en 81.

Un réel parti révolutionnaire de la classe ouvrière organiserait les ouvriers en dehors des canaux parlementaires, et non avec des discours du dimanche de campagne électorale et ces pétitions inutiles pour "l'unité" (même "dans les luttes") ; il organiserait des actions de classe de masse pour défendre efficacement les ouvriers contre les attaques de la bourgeoisie, pour mettre en avant une série de revendications transitoires comme moyen pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir.

- Ouvriers du PCF : 36, 44, 72. Oui, trois fois ça suffit ! Demandez des comptes à votre direction ! Préparez-vous à vous opposer à ce que vos dirigeants vous imposent un nouveau front populaire !
- Pour une campagne électorale classe contre classe ! Si le PC continue son cours actuel, votez Marchais ! Pas une voix pour le PS qui se présente aujourd'hui le plus ouvertement pour subordonner le prolétariat à la bourgeoisie ! A bas les "désistement", "candidat unique" et autres mots d'ordre nostalgiques de l'union de la gauche-front populaire !
- A bas l'OTAN ! Pour la défense de l'URSS et de tous les Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme ! Pour la révolution politique prolétarienne contre le stalinisme !
- Pour l'unité de la classe ouvrière derrière un programme de lutte de classes, le Programme de Transition de lutte intransigeante contre le capitalisme !
- Pour la solidarité ouvrière internationale ! Pour un gouvernement ouvrier !
- Pour le retour à Lénine ! Pour un parti trotskyste et la renaissance de la Quatrième Internationale !

Le PCI poignarde la grève de la FIAT

Milan — La plus importante des grèves qui ait touché une seule entreprise dans tout l'après-guerre en Italie s'est terminée le 17 octobre par une cuisante défaite pour les 150.000 travailleurs de la Fiat. Mais les ouvriers n'ont pas été vaincus par un adversaire supérieur, du fait d'une quelconque passivité ou d'un manque de combativité de leur part. Durant 35 jours, ils ont mené une grève totale, arrêtant complètement la production dans les plus importantes usines du groupe Fiat. Cette combativité était d'autant plus marquante qu'en Italie, comme en France et à l'opposé (...) des USA, il n'y a pas de caisse de solidarité pour compenser les pertes de salaires dues aux grèves. Les causes de cette défaite, il faut par contre les chercher au niveau de la trahison des bureaucrates dirigeant les syndicats et de l'absence d'une puissante opposition révolutionnaire organisée dans les syndicats.

Ce qui était en jeu, c'est l'affirmation par les capitalistes du droit de licencier les travailleurs en "excès". Auparavant, en juillet, le gouvernement de "centre-gauche" du premier ministre démocrate-chrétien Cossiga avait tenté de vider de tout contenu l'échelle mobile des salaires, une clause nationale qui a permis que le salaire des ouvriers syndiqués suive à peu près le rythme de l'inflation dans les dernières années. Ces deux actions s'inscrivent dans une campagne d'austérité de la bourgeoisie à l'échelle européenne pour faire supporter aux travailleurs le poids de la crise économique capitaliste. En Italie cela s'est traduit par une attaque frontale contre les conquêtes de l'"automne chaud" de 1969 quand les patrons cédèrent sur des revendications qui atteignaient les limites du syndicalisme militant, et même au-delà, pour désamorcer une situation pré-révolutionnaire qui s'étendait rapidement à partir des gigantesques usines Fiat de Turin à toute la péninsule. Ces concessions avaient placé le capitalisme italien dans une contradiction aiguë intenable à long terme.

Aussi longtemps que l'économie était sur la pente ascendante, la bourgeoisie pouvait tolérer — à contrecœur — au niveau de l'entreprise un pouvoir syndical étendu. Mais pris dans la tourmente de la dépression internationale qui s'approfondit, la Fiat et Cie ont déterré la hache de guerre contre les acquis de 1969, exigeant que la rationalité économique capitaliste soit finalement respectée. Pour gagner cette grève cruciale, il était nécessaire de mobiliser la classe ouvrière, menant ainsi l'Italie à une crise pré-révolutionnaire, et grâce à une série de revendications transitoires, de montrer la voie vers le pouvoir du prolétariat, où la rationalité économique socialiste permettra d'éviter le chômage massif et les énormes réductions de salaire. Mais comme les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier s'opposent au renversement de la classe dirigeante italienne, faillie et incroyablement corrompue, ils ont pris le chemin inverse, sabotant la grève de la Fiat et la conduisant à la défaite. Les conséquences de leur trahison se feront sentir pour les travailleurs dans toute l'Europe occidentale.

Les bureaucrates réformistes ont montré avec persistance leur bonne volonté à "comprendre les problèmes" du capitalisme italien et de la Fiat. Lucio Lama, dirigeant de la CGIL (la CGT italienne), a exprimé la nécessité de "faire en sorte que les ouvriers comprennent pleinement la gravité de la crise" (interview dans *Panorama*, 24 novembre). Et, à la base de cette grève, on trouve la crise financière du secteur automobile de la Fiat, qui a perdu en 1979 116 millions de dollars sur un chiffre de ventes total de 8,5 milliards. Il est probable que des erreurs de gestion se soient ajoutées aux difficultés qui découlaient de la réduction de sa part dans le marché automobile mondial — la Fiat est en compétition directe avec les producteurs japonais pour le marché des automobiles de petite et moyenne cylindrée — conduisant à une situation de "capacité excédentaire".

Mais l'origine du problème, c'est l'anarchie inhérente au mode de production capitaliste, où les forces productives doivent être réduites (détruites) périodiquement, quand leur concentration dans un secteur donné est devenue supérieure à la capacité du marché à absorber leurs produits. Agnelli, le patron de la Fiat, l'a ressenti à cause de la disparition de ses bénéfices et a décidé de faire payer les travailleurs.

Dans la période de juin à septembre, l'entreprise a mis en licenciement temporaire (*cassa integrazione*) une semaine par rotation 78.000 des 114.000 ouvriers de son secteur automobile. Mais ensuite la Fiat a demandé au gouvernement à Rome une partie substantielle du milliard de dollars de subventions prévu pour l'industrie automobile; en cas de refus, il licencierait définitivement 12% de sa main d'oeuvre. L'épreuve de force entre gouvernement, syndicats et trust ne donna rien et, le 10 septembre, le siège de la Fiat au corso Marconi expédia 14.469 avis de licenciement, déclenchant la plus importante lutte ouvrière de la décennie. Quand le gouvernement tomba, en plein milieu de la grève, Agnelli revint brusquement sur les licenciements, mais entreprit à la place de mettre 23.000 ouvriers en "licenciement temporaire (technique)" ... pendant 18 mois !

Marx pas Wojtyla

La réaction des travailleurs de la Fiat fut immédiate et combative. Le 11 septembre, quand les dirigeants syndicaux appelèrent à un débrayage de trois heures, la base le transforma en grève totale. Une semaine après, 20.000 travailleurs se pressèrent à une assemblée à la gigantesque usine Mirafiori de Turin pour acclamer l'appel de leurs dirigeants à une grève nationale d'un jour de la métallurgie et à une grève générale dans la région du Piémont. Dans toute l'Italie, les travailleurs comprirent que leur propre avenir était en jeu dans cette bataille cruciale, et les manifestations de solidarité se multiplièrent. Les grèves du 25 septembre ont été un succès, et 80.000 personnes venues de toute l'Italie du Nord se sont rassemblées dans la capitale de l'automobile. Quatre cortèges convergèrent vers la place principale, en scandant "*Potere Operaio! Potere Operaio!*" (pouvoir ouvrier) et en chantant "*Bandiera Rossa*", le poing levé. La Lega Trotskista d'Italia était présente également, et nos camarades furent accueillis aux cris de "Bravi!" (bon travail) pour le titre de leur bulletin "Afghanistan: Victoire à l'Armée rouge!".

Il y a eu de nombreux commentaires dans la presse (et parmi les pseudo-trotskystes ici) tirant un trait d'égalité entre Turin et Gdansk; mais dès le début les travailleurs de la Fiat ont pris leurs distances avec les grévistes polonais. Alors que les grilles des chantiers de la Baltique étaient ornées des portraits de la Madone et du pape Wojtyla, ici les grévistes ont suspendu des portraits de Karl Marx à l'entrée de Mirafiori. (Au cours du conflit, ils ont été rejoints par des portraits d'Engels, Lénine, Gramsci et même Che Guevara). D'ailleurs, l'esprit militant n'était pas seulement verbal et graphique. Quand la fédération syndicale CGIL/CISL/UIL appela à une "grève générale" (de quatre heures) de soutien aux ouvriers de la Fiat le 10 octobre, au cœur d'une crise ministérielle à Rome, plus de dix millions de travailleurs y



prirent part. Pourtant, une semaine plus tard, la grève de la Fiat s'effondrait, victime des dirigeants du syndicat et du parti qui tremblent aux premières menaces de la bourgeoisie.

"Une victoire pour les patrons"

L'avertissement des patrons était une marche pour la reprise du travail de plus de 20.000 personnes à Turin le 14 octobre. Elle avait bien sûr été montée par Agnelli, qui paya aux manifestants une journée de salaire, et la plupart étaient soit des contremaîtres, soit des cols blancs. Néanmoins, on claironna que c'était la première grande manifestation antisyndicale en Italie depuis la seconde guerre mondiale, et il est certain qu'elle a attiré des milliers de travailleurs démoralisés par une grève qui semblait se prolonger sans but. Ce sont les bureaucrates réformistes qui sont à blâmer pour un développement aussi dangereux. Ils refusèrent d'organiser des piquets de grève massifs qui auraient pu boucler efficacement les usines et les bureaux de l'entreprise en mobilisant la base; rien n'a été fait pour occuper les usines et transformer la lutte en grève avec occupation qui aurait pris en otage l'équipement coûteux de la Fiat; les actions de "solidarité" furent simplement des tactiques pour faire pression plutôt que développer la lutte. La raison en est simple: les bonzes étaient effrayés par la possibilité que de telles actions combatives leur échappent; n'étant pas déterminés à gagner la grève, ils appelèrent dès la première occasion à la reprise du travail.

Malgré leur étiquette socialiste (PSI), voire communiste (PCI), les dirigeants ouvriers traîtres acceptent la "nécessité (pour les patrons) de faire des profits" et désirent simplement y avoir un rôle à jouer, même quand cela inclut la "participation" au licenciement de dizaines de milliers de travailleurs. Ainsi, deux jours plus tard, ils capitulèrent misérablement, approuvant l'ordre de la Fiat mettant 23.000 ouvriers en "licenciement temporaire" — et pas seulement cette fois jusqu'en 1981, comme Agnelli l'avait décrété initialement, mais pour 34 mois, jusqu'au milieu de 1983! Il est significatif que la liste des ouvriers licenciés (avec 80% de leur salaire payé par l'Etat) contienne de nombreux militants du Parti communiste de la Fiat, ainsi que la presque totalité des militants de groupes à la gauche du PCI, sans parler d'une proportion particulièrement élevée de femmes. La défaite de la grève a ainsi été scellée par une purge antirouge massive dans les usines, destinée à briser l'échine aux syndicats et aux conseils d'usine.

Suite page 10